CDXXV. SEDUTA

VENERDÌ 26 MAGGIO 1950

(Seduta pomeridiana)

Presidenza del Presidente BONOMI

INDI

del Vice Presidente MOLÈ ENRICO

INDICE

Commissioni permanenti (Per la rinnovazione delle) . . . . . *Pag.* 16647

Disegni di legge:

(Deferimento a Commissioni permanenti) . 16647

(Trasmissione) 16677

Disegno di legge: « Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa al riconoscimento internazionale dei diritti sugli aeromobili, conclusa a Ginevra il 19 giugno 1948 » (309) (Approvazione) 16630

Disegno di legge: « Stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1950 al 30 giugno 1951» (849) (Seguito della discussione):

LUCIFERO 16640, 16673

GALLETTO, *relatore* 16647

PASTORE 16653, 16669

SFORZA, *Ministro degli affari esteri* 16653 e *passim*

BERGMANN 16669

LUSSU 16670, 16671

PRESIDENTE 16670, 16671, 16673

SANNA RANDACCIO 16673

TONELLO 16674

CINGOLANI 16674

NEGARVILLE 16674

LABRIOLA 16676

Interpellanze:

(Annunzio) 16677

(Per la discussione):

PRESIDENTE . . . . . *Pag.* 16677

BUBBIO, *Sottosegretario di Stato per l'interno* 16677

Interrogazioni (Annunzio) 16678

Inversione dell'ordine del giorno:

CARBONI 16630

Relazione (Presentazione) 16629

La seduta è aperta alle ore 16,30.

LEPORE, *segretario*, dà lettura del processo verbale della seduta precedente, che è approvato.

Presentazione di relazione.

PRESIDENTE. Comunico al Senato che il senatore Gerini ha presentato, a nome della 3ª Commissione permanente (Affari esteri e colonie), la relazione sul disegno di legge: « Esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Norvegia, relativo al reciproco regolamento delle forniture rimaste in sospeso a causa della guerra, concluso a Roma il 12 giugno 1948 » (966).

TIPOGRAFIA DEL SENATO (1200)

Questa relazione sarà stampata e distribuita; il relativo disegno di legge sarà posto all'ordine del giorno di una delle prossime sedute.

Inversione dell'ordine del giorno.

CARBONI. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CARBONI. Vorrei chiedere al Senato di discutere immediatamente la ratifica della Convenzione di Ginevra circa i diritti sugli aeromobili, che è al numero 2 dell'ordine del giorno. Poichè non vi è nessun iscritto a parlare (nè io intendo parlare, avendo scritto una lunga relazione), spero che il Senato vorrà consentire in questa inversione dell'ordine del giorno, in modo che si possa procedere senz'altro alla votazione di questo disegno di legge.

PRESIDENTE. Se non si fanno osservazioni, si farà luogo senz'altro alla inversione richiesta.

Approvazione del disegno di legge: « Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa al riconoscimento internazionale dei diritti sugli aeromobili, conclusa a Ginevra il 19 giugno 1948 » (309).

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione del disegno di legge: Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa al riconoscimento internazionale dei diritti sugli aeromobili, conclusa a Ginevra il 19 giugno 1948.

Prego il senatore segretario di darne lettura.

LEPORE, *segretario*, legge lo stampato n. 309.

PRESIDENTE. È aperta la discussione generale su questo disegno di legge.

Nessuno chiedendo di parlare la dichiaro chiusa.

Ha facoltà di parlare il relatore senatore Carboni.

CARBONI, *relatore*. Mi rimetto alla relazione scritta che mi pare sia già esauriente di per se stessa.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare l'onorevole Ministro degli affari esteri.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Prima si può approvare questo disegno di legge, e meglio è.

PRESIDENTE. Passiamo ora all'esame degli articoli, che rileggo:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare ed il Governo a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione relativa al riconoscimento internazionale dei diritti sugli aeromobili conclusa a Ginevra il 19 giugno 1948.

(È approvato).

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

(È approvato).

ALLEGATO.

CONVENTION
relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronef

Considérant que la Conférence de l'aviation civile internationale, réunie à Chicago aux mois de novembre et décembre 1944, a recommandé l'adoption à une date rapprochée d'une Convention concernant le transfert de propriété d'aéronefs,

Considérant qu'il est hautement désirable, dans l'intérêt de l'expansion future de l'aviation civile internationale, que des droits sur aéronef soient internationalement reconnus:

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus, au nom de leurs Gouvernements respectifs, des dispositions suivantes:

Article 1

1. Le États contractants s'engagent à reconnaître:

a) le droit de propriété sur aéronef;

b) le droit pour le détenteur d'un aéronef d'en acquérir la propriété par voie d'achat;

c) le droit d'utiliser un aéronef en exécution d'un contrat de location consenti pour une durée de six mois au moins;

d) l'hypothèque, le « mortgage » et tout droit similaire sur un aéronef créé conventionnellement en garantie du paiement d'une dette, à condition que de tels droits soient:

i) constitué conformément à la loi de l'État contractant où l'aéronef est immatriculé lors de leur constitution, et

ii) régulièrement inscrits sur le registre public de l'État contractant où l'aéronef est immatriculé.

La régularité des inscriptions successives dans différents États contractants est déterminée d'après la loi de l'État contractant où l'aéronef est immatriculé au moment de chaque inscription.

2. Aucune disposition de la présente Convention n'interdit aux États contractants de reconnaître, par application de leur loi nationale, la validité d'autres droits grevant un aéronef. Toutefois, aucun droit préférable à ceux énumérés au paragraphe (1) du présent article ne doit être admis ou reconnu par les États contractants.

Article II

1. Toutes inscriptions relatives à un aéroef sont effectuées sur le même registre.

2. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les effets à l'égard des tiers de l'inscription d'un des droits énumérés au paragraphe 1 de l'article 1

sont déterminés conformément à la loi de l'État contractant où ce droit est inscrit.

3. Tout État contractant peut interdire l'inscription d'un droit sur un aéronef qui ne pourrait être valablement constitué aux termes de sa loi nationale.

Article III

1. L'adresse du service chargé de la tenue du registre est indiquée sur le certificat d'immatriculation de tout aéronef.

2. Toute personne peut se faire délivrer par ce service des expéditions, copies ou extraits certifiés conformes qui font foi jusqu'à preuve contraire des énonciations du registre.

3. Si la loi d'un État contractant prévoit que la mise sous dossier d'un document tient lieu de l'inscription, cette mise sous dossier a les mêmes effets que l'inscription aux fins de la Convention. Dans ce cas, toutes dispositions sont prises pour que ce document soit accessible au public.

4. Des taxes raisonnables peuvent être perçues à l'occasion de toutes opérations effectuées par le service chargé de la tenue du registre.

Article IV

1. Les États contractants reconnaissent que les créances afférentes:

a) aux rémunérations dues pour sauvetage de l'aéronef;

b) aux frais extraordinaires indispensables à la conservation de l'aéronef sont préférables à tous autres droits et créances grevant l'aéronef, à la condition d'être privilégiés et assortis d'un droit de suite au regard de la loi de l'État contractant où ont pris fin les opérations de sauvetage ou de conservation.

2. Les créances énumérée au paraghaphe 1 du présent article prennent rang dans l'ordre chronologique inverse des événements qui les ont fait naître.

3. Elles peuvent faire l'objet d'une mention au registre dans les trois mois à compter de l'achèvement des opérations qui leur ont donné naissance.

4. Les États contractants s'interdisent à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu de reconnaître les sûretés dont il s'agit, à moins qu'au cours dudit délai:

a) la créance privilégiée ne fasse l'objet d'une mention au registre conformément au paragraphe 3;

b) le montant de la créance ne soit fixé amiablement ou qu'une action judiciaire concernant cette créance ne soit introduite. Dans ce cas la loi du tribunal saisi détermine les causes d'interruption ou de suspension du délai.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent nonobstant celles du paragraphe 2 de l'article I.

Article V

La priorité qui s'attache aux droits mentionnés au paragraphe 1 *d*) de l'article I s'étend à toutes les sommes garanties. Toutefois, en ce qui concerne les intérêts, la priorité n'est accordée qu'à ceux échus au cours des trois années antérieures à l'ouverture de la procédure d'exécution et au cours de cette dernière.

Article VI

En cas de saisie ou de vente forcée d'un aéronef ou d'un droit sur aéronef, les États contractants ne sont pas tenus de reconnaître au préjudice soit du créancier saisissant ou poursuivant, soit de l'acquéreur, la constitution ou le transfert de l'un des droits énumérés au paragraphe 1 de l'article I par celui contre lequel est poursuivie la procédure de vente ou d'exécution, alors qu'il en avait connaissance.

Article VII

1. Les procédures de vente forcée d'un aéronef sont celles prévues par la loi de l'État contractant où la vente est effectuée.

2. Les dispositions suivantes doivent, toutefois, être respectées:

a) la date et le lieu de la vente sont fixés six semaines au moins à l'avance;

b) le créancier saisissant doit remettre au tribunal ou à toute autre autorité compétente un extrait certifié conforme des inscriptions concernant l'aéronef. Il doit, un mois au moin avant le jour fixé pour la vente, en faire l'annonce au lieu où l'aéronef est immatriculé conformément aux dispositions de la loi locale et prévenir, par lettre recommandée envoyée, si possible par poste aérienne, aux adresses portées sur le registre, le propriétaire ainsi que les titulaires de droits ou de créances privilégiées mentionnés au registre conformément au paragraphe 3 de l'article IV.

3. Les conséquences de l'inobservation des dispositions du paragraphe 2 sont celles prévues par la loi de l'État contractant où la vente est effectuée. Néanmoins, toute vente effectuée en contravention des règles définis dans ce paragraphe peut être annulée sur demande introduit dans les six mois à compter de la vente, par toute personne ayant subi un préjudice du fait de cette inobservation.

4. Aucune vente forcée ne peut être effectuée si les droits dont il est justifié devant l'autorité compétente et qui sont préférables, aux termes de la présente Convention à ceux du créancier saisissant, ne peuvent être éteints grâce au prix de la vente ou ne sont pris à charge par l'acquéreur.

5. Lorsque, dans le territoire de l'État contractant où la vente est effectuée, un dommage est causé à la surface par un aéronef grevé, en garantie d'une créance, d'un des droits prévus à l'article I, la loi nationale de cet État contractant peut disposer, en cas de saisie de cet aéronef ou de tout autre aéronef ayant le même propriétaire et gravé de droits semblables au profit du même créancier:

a) que les dispositions du paragraphe 4 ci-dessus sont sans effet à l'égard des victimes ou de leurs ayants droit créancier saisissants;

b) que les droits prévus à l'article I garantissant une créance et grevant l'aéronef saisi ne sont opposables aux victimes ou à leurs ayants droit qu'à concurrence de 80 % de son prix de vente.

Toutefois, les dispositions ci-dessus du présent paragraphe ne sont pas applicables lorsque le dommage causé à la surface est convenablement et suffisamment assuré par l'exploitant ou en son nom auprès d'un État ou une entreprise d'assurance d'un État quelconque.

En l'absence de toute autre limitation prévue par la loi de l'État contractant où il est procédé à la vente sur saisie d'un aéronef, le dommage est réputé suffisamment assuré au sens du présent paragraphe si le montant de l'assurance correspond à la valeur à neuf de l'aéronef saisi.

6. Les frais légalement exigibles selon la loi de l'État contractant où la vente est effectuée, et exposés au cours de la procédure d'exécution en vue de la vente et dans l'intérêt commun des créanciers, sont remboursés sur le prix avant toutes autres créances, même celles privilégiées aux termes de l'article IV.

Article VIII

La vente forcée d'un aéronef conformément aux dispositions de l'article VII transfère la propriété de l'aéronef libre de tous droits non repris par l'acquéreur.

Article IX

Sauf dans le cas de vente forcée poursuivie conformément aux dispositions de l'article VII, aucun transfert d'inscription ou d'immatriculation d'un aéronef du registre d'un État contractant à celui d'un autre État contractant ne peut être effectué sans mainlevée préalable des droits inscrits ou sans le consentement de leurs titulaires.

Article X

1. Si en vertu de la loi de l'État contractant où un aéronef est immatriculé, l'un des droits prévus à l'article I, régulièrement inscrit sur un aéronef et constitué en garantie d'une créance, s'étend à des pièces de rechange entreposées en un ou plusieurs emplacements déterminés, cette extension est reconnue par tous les États contractants, sous condition que les dites pièces soient conservées auxdits emplacements et qu'une publicité appropriée, effectuée sur place par voie d'affichage, avertisse dûment les tiers de la nature et de l'étendue du droit dont ces pièces sont grevées, et indique le registre où il est inscrit ainsi que le nom et l'adresse de son titulaire.

2. Un inventaire indiquant la nature et le nombre approximatif desdites pièces est annexé au document inscrit. Ces pièces peuvent être remplacées par des pièces similaires sans affecter le droit du créancier.

3. Les dispositions de l'article VII, 1 et 4, et de l'article VIII s'appliquent à la vente sur saisie des pièces de rechange. Toutefois, si la créance du saisissant n'est assortie d'aucune sûreté réelle, les dispositions de l'article VII, paragraphe 4, sont considérées comme permettant l'adjudication sur une enchère de deux tiers de la valeur des pièces de rechange telle qu'elle est fixée par experts désignés par l'autorité chargée de la vente. En outre, lors de la distribution du prix, l'autorité chargée de la vente peut limiter, au profit du créancier saisissant, le montat payable aux créanciers de rang supérieur, aux deux tiers du produit de la vente après déduction des frais prévus à l'article VII, paragraphe 6.

4. Au sens du présent article, l'expression « pièces de rechange » s'applique aux parties composant les aéronefs, moteurs, hélice, appareils de radio, instru-

ments, équipement, garnitures, parties de ces divers éléments, et plus généralement à tous autres objets, de quelque nature que ce soit, conservés en vue du remplacement des pièces composant l'aéronef.

Article XI

1. Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent dans chaque État contractant qu'aux aéronefs immatriculés dans un autre État contractant.

2. Toutefois, les États contractants appliquent aux aéronefs immatriculés sur leur territoire:

a) les dispositions des Articles II, III, IX, et

b) les dispositions de l'article IV, sauf si le sauvetage ou les opérations conservatoires, ont pris fin sur leur propre territoire.

Article XII

Les dispositions de la présente Convention n'affectent en rien le droit des États contractants de procéder à l'égard d'un aéronef aux mesures d'exécution prévues par leurs lois nationales relatives à l'immigration, aux douanes ou à la navigation aérienne.

Article XIII

La présente Convention ne s'applique pas aux aéronefs affectés à des services militaires de douane ou de police.

Article XIV

Pour l'application de la présente Convention les autorités judiciaires et administratives compétentes des Etats contractants peuvent, sauf disposition contraire de leur loi nationale, correspondre directement entre elles.

Article XV

Les États contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente Convention et à les faire connaître sans retard au Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article XVI

Au sens de la présente Convention, «l'aéronef» comprend la cellule, les moterurs, hélices, appareils de radio et toutes pièces destinées au service de l'aéronef, qu'elles fassent corps avec lui ou en soient temporairement séparées.

Article XVII

Si un territoire représenté par un État contractant dans ses relations extérieures tient un registre distinct d'immatriculation, toute référence faite dans la présente Convention à la loi de l'État contractant s'entend comme une référence à la loi de ce territoire.

Article XVIII

La présente Convention reste ouverte à la signature jusq'à ce qu'elle entre en vigueur dans les conditions prévues à l'article XX.

Art. XIX

1. La présente Convention sera ratifiée par les États signataires.

2 Les instruments de ratification seront déposés dans les archives de l'Organisation de l'aviation civile internationale qui notifiera la date du dépôt à chacun des États signataires et adhérents.

Article XX

1. Lorsque deux États signataires ont déposé leurs instruments de ratification sur la présente Convention, celle-ci entre en vigueur entre eux le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du second instrument de ratification. Elle entre en vigueur à l'égard de chacun des États qui dépose son instrument de ratification après cette date, le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de cet instrument.

2. L'Organisation de l'aviation civile internationale notifie à chacun des États signataires la date à la quelle la présente Convention est entrée en vigueur.

3. La présente Convention sera, dès son entrée en vigueur, enregistrée auprès des Nations Unies par les soins du Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article XXI

1. La présente Convention sera, après son entrée en vigueur, ouvert à l'adhésion des États non signataires.

2. L'adhésion est effectuée par le dépôt dans les archives de l'Organisation de l'aviation civile internationale d'un instrument d'adhésion. L'Organisation notifie la date de ce depôt à chacun des États signataires et adhérents.

3. L'adhesion prend effet le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de l'instrument d'adhésion dans les archives de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article XXII

1. Chaque État contractant peut dénoncer la présente Convention en notifiant cette dénonciation à l'Organisation de l'aviation civile internationale qui informe chacun des États signataires et adhérents de la date de réception de cette notification.

2. La dénonciation prend effet six mois après la date de réception par l'Organisation de la notification de dénonciation.

Article XXIII

1. Tout État peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer que son acceptation de la présente Convention ne vise pas l'un ou plusieurs des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.

2. L'Organisation de l'aviation civile internationale notifie une telle déclaration à chacun des États signataires ou adhérents.

3. A l'exception des territoires à l'égard desquels une déclaration a été faite conformément au paragraphe 1 du présent article, la présente Convention s'applique à tous les territoires qu'un État contractant représente dans les ralations extérieures.

4. Tout État peut adhérer à la présente Convention séparément au nom de tous ou de l'un quelconque des territoires à l'égard desquels il a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 du présent article; dans ce cas, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article XXI s'appliquent à cette adhésion.

5. Tout État contractant peut dénoncer la présente Convention, conformément aux dispositions de l'article XXII, séparément pour la totalité ou pour l'un quelconque des territoires que cet État représente dans les relations extérieures.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève le dix-neuvième jour du mois de juin de l'an mil neuf cent-quarante-huit, en français, anglais et espagnol, chacun de ces textes faisant également foi.

La présente Convention sera déposée dans les archives de l'Organisation de l'aviation civile internationale où, conformément à l'article XVIII, elle restera ouverte à la signature.

Argentina

El Gobierno Argentino hace reserva de otorgar a sus creditos fiscales la preferencia accordada en su legislacion nacional:

JUAN F. FABRI
GUILLERMO SUAYA
ARMANDO A. IRON
LUIS A. AEREAN
J. Dh. Ol. (J. DAMIANO VICH-OLIVEIRA)

Belgium

E. ALLARD
P.A.T. DE SMET

Brazil

H. C. MACHADO
TRAÇANO FURTADO REIS
A. PAULO MOURA
E.P. BARBOSA DA SILVA
A.S. MARTINS-MAJORAS

China

WU NANJU

Colombia

MAURICIO T. OBREGON

France

HYMANS
H. BOUCHE
ANDRÉ GARNAULT

Iceland

AGNAR KOFOED-HANSEN

Italy

PAPALDO

Mexico

ENRIQUE M. LOAEZA.

Netherlands

H. J. SPANJAARD
Pour le Royaume en Europe

Peru

J. SAN MARTIN
A. WAGNER

Portugal

HUMBERTO DELGADO
MANUEL FERNANDES

United Kingdon

F. TYMMS
R. O. WILBERTFORCE

United States

RUSSEL B. ADAMS

Venezuela

J. LOPEZ H.

Dominican Republic

HANOT D'HARTOY
ad referendum

Switzerland

ED. AMSTUTZ

Greece

P. A. METAXAS
ad referendum

Chili

El Gobierno del Chile se reserva el derecho, con relacion a art. 10, inc. 2, del Gonvenio, de reconocer como derechos preferentes, de acuerdo con el orden establecido en su ley nacional, el credito del fisco por impuestos, tasas o derechos adendados por el proprietario o tenedor de la aeronave y devengados en el servicio de esta, y el credito del trabajo porlos sueldos y salarios de la tripulacion, por el periodo que limite la ley nacional.

G. EDWARD D. HAMILTON
RAMON RODRIGUEZ

Pongo in votazione il disegno di legge nel suo complesso.

Chi l'approva è pregato di alzarsi.
(*È approvato*).

Seguito della discussione del disegno di legge: « Stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1950 al 30 giugno 1951 » (849).

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca il seguito della discussione del bilancio del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1950 al 30 giugno 1951.

È iscritto a parlare l'onorevole Lucifero. Ne ha facoltà.

LUCIFERO. Signor Presidente, onorevoli colleghi, sono stato in dubbio fino all'ultimo momento se prendere la parola o no in questa discussione, e per il dolore profondo che è nell'animo di ogni italiano nell'affrontare gli argomenti della nostra politica estera in questo travagliatissimo periodo, (e che naturalmente ciascuno cerca di evitare a se stesso quando è possibile), e perchè confesso, associandomi in questo a quello che è stato detto da altri oratori, che le brevi, dirò, dichiarazioni, perchè comunicazioni non si possono chiamare, fatte dall'onorevole Ministro degli esteri, hanno creato in me un grande stato di perplessità: perchè il Ministro, se ha detto tutto, non ha detto nulla. Egli ha dichiarato nella forma più categorica di aver detto tutto; ed allora, per chi ha dovuto seguire molto da vicino questa vicenda ed ha quindi delle sue proprie informazioni, queste dichiarazioni che il Ministro non ci ha fatto, creano uno stato di animo di profonda incertezza. Devo pertanto parlare in base a quello che ha detto il Ministro, oppure in base a quello che io penso di sapere ? Per parlare responsabilmente debbo parlare e parlerò in base a quello che ha detto il Ministro.

Però, anche nelle dichiarazioni del Ministro c'è una contraddizione. Tutta la stampa ha riportato una dichiarazione dell'onorevole Sforza, nella quale, dopo aver premesso il significato che egli dava alla parola « storico » nei confronti del modo con cui questa parola era stata usata in altri tempi e in circostanze diverse, ha dichiarato che la riunione dalla quale egli ritornava poteva giustamente definirsi « storica ». Qui invece ha detto: in fondo non c'è nulla di nuovo, è stato un episodio importante, interessante, ma un episodio; c'è un comunicato ufficiale, leggetelo; (io l'avevo già fatto). Tra quello che un Ministro dice alla stampa e quello che un Ministro dice in Parlamento si ha il dovere di credere a quel che ha detto in Parlamento; quindi mi attengo alle dichiarazioni che l'onorevole Sforza ci ha fatte, dichiarazioni nelle quali non ha detto niente. Ma, in un momento come questo, il non dir nulla, il dire che non c'è niente di nuovo, significa dire molte cose perchè, in una situazione politica travagliata che si evolve e che è ricca di conflitti, di contraddizioni, di contrasti, il nulla di nuovo ha anch'esso un suo significato; significa se non altro una stasi che non è mai segno buono. Quindi il fatto di aver detto che non c'è nulla di nuovo, per me, è un fatto politico di estrema importanza e che mi riempie di grandissima preoccupazione. Tanto più che io debbo confessare che mi pare che a Londra, anche leggendo quel comunicato ufficiale che è fatto per il pubblico e non per i Parlamenti i quali sono almeno un pubblico particolare e qualificato, sia avvenuto qualche cosa di nuovo; appare cioè indubbiamente, nella organizzazione del mondo occidentale, un fatto che sinora si era detto fosse escluso da questa organizzazione. E, badate, in sè e per sè un fatto che chi ebbe la pazienza di ascoltarmi quando parlai la prima volta sul Patto Atlantico ricorderà io ritenessi auspicabile: cioè entra nel Patto l'automatismo della sua funzionalità ove determinate condizioni si presentino. Ora, noi dovremo ancora parlare di questo: io credo che questi Patti non hanno valore se non hanno una funzionalità assicurata da determinate condizioni. Lo dissi anche allora; ma, indubbiamente, finora, ciò non era, sicchè ci troviamo di fronte ad un fatto nuovo di grandissima importanza e di grandissimo interesse.

Parlai una prima volta sul Patto Atlantico e dissi le ragioni per le quali lo ritenevo un episodio di sviluppo storico, che bisognava accettare con tutte le riserve, ma che non si poteva respingere; parlai la seconda volta in sede di ratifica dicendo che i fatti che erano avvenuti dal giorno in cui il Parlamento aveva approvato che il Governo entrasse nel Patto Atlantico al giorno in cui si apprestava a ratificarlo aumentavano questa perplessità.

Sono tuttora in teoria un convinto, se volete, aderente ad un pensiero politico di cui questo Patto dovrebbe essere l'espressione perchè così come fu pensato, così come ci fu illustrato, così come molti di noi lo abbiamo sostenuto e lo sosteniamo, questo Patto deve essere e non può essere che uno strumento di pace, cioè uno strumento di equilibrio; perchè fino a quando forme nuove che finora non sono riuscite non si saranno introdotte nel vivere della comunità umana, l'equilibrio delle forze delle Potenze rimane ancora l'unico mezzo per assicurare ai popoli la pace. Ma perchè tutto questo che è posizione teorica, posizione direi umanistica, abbia valore e significato, bisogna che il Patto funzioni e che funzioni ugualmente per tutti; cioè che il Patto veramente raggiunga le finalità che si è proposte: la pace, la tranquillità dei suoi aderenti, e che tutti li assicuri che esso non dovrà servire soltanto ad alcuni dei suoi aderenti, ma che sarà valido egualmente per tutti. Dobbiamo esaminare, e bene disse ieri il senatore Sanna Randaccio, il quadro da questo punto di vista, cioè da quello di coloro che questo Patto così hanno visto e così volevano vedere, perchè se tale non fosse veramente, il loro consenso sarebbe inficiato. Che cosa è successo nella prima questione che veniva a colpire profondamente uno degli aderenti al Patto, cioè nella questione della trasformazione interna della Zona « B » con tutti i riflessi presenti che ha avuto, con tutti i riflessi futuri che potrebbe ancora avere ? Io vorrei parlare con molta serenità ma debbo, come già fece il collega Sanna Randaccio ieri, una risposta all'onorevole Conti che si rivolse direttamente a me a questo proposito.

Non intendo fare polemica di sorta, perchè qui è carne che sanguina ed è carne di tutti. Ma creda, onorevole Conti, che per noi, che sul problema istituzionale abbiamo un'opinione diversa dalla sua, quell'unificazione della Patria che fu fatta in regime monarchico vale come impegno nazionale anche in regime repubblicano.

Vediamo come è stata impostata questa questione di Trieste, in dichiarazione ufficiale. L'onorevole Sforza l'altro giorno, rispondendo al collega onorevole Lussu, disse: « Non ho voluto parlare a Londra della dichiarazione del 20 marzo 1948 » – me le sono segnate queste parole – « perchè il piatire e il domandare abbassa la dignità del popolo italiano ».

Ora, onorevoli colleghi, questa parola « piatire » non è che non l'ho capita, ma non la voglio capire; perchè ogni volta che uno si presenta ad un debitore con la cambiale che scade, non va a piatire, va a reclamare un suo diritto. Ora, nella questione di Trieste, con il Trattato di pace che dava delle garanzie per la Zona B, che non sono state mantenute, con una dichiarazione tripartita del 20 marzo 1948 che ci garantiva il ritorno di questo pezzo d'Italia all'Italia, il Governo italiano, il Ministro degli esteri italiano non andavano affatto a piatire, bensì andavano a reclamare il proprio diritto davanti a un debitore due volte moroso. Questa è la verità!

Ed allora mi sia consentito dire che io devo ritenere che la parola « piatire » sia scappata all'onorevole Ministro, il quale parlava a braccio, e ciò può accadere a ciascuno di noi. Io sono di coloro i quali hanno rimproverato a coloro che hanno governato l'Italia dal 1944 ad oggi, di aver piatito troppo, e su questo argomento torneremo. Ma in questo caso, signori, si trattava semplicemente di dire: « La cambiale sta scadendo: pagate ».

La lettera che ci è stata letta anche qui, con la quale il Governo britannico accompagnò la dichiarazione del 20 marzo comunicandola al Governo italiano, invitava l'Italia ad accettare – prego di badare alle parole – « di negoziare con la Francia, l'America e l'Inghilterra un Protocollo aggiuntivo al Trattato di pace per il ritorno del Territorio libero di Trieste ». Conteneva cioè un invito a negoziare e diceva con chi. Quindi, quando si parla di negoziati è già detto chiaramente da loro con chi dobbiamo negoziare, ed io credo – mi perdoni il Ministro – che se dal 1948 ad oggi negoziati non ci sono stati in questo senso dopo questo invito, la cosa indubbiamente non può passare inosservata. Bisognava negoziare un accordo con la Francia, l'America e l'Inghilterra da sottoporre al Consiglio di sicurezza: questo diceva la lettera del Governo britannico. Io ho il diritto di domandare al Ministro: in questi due anni quali negoziati hanno avuto

luogo, e per quali ragioni non si è raggiunto questo accordo che si doveva sottoporre al Consiglio di Sicurezza ? Ed ho creduto di protestare contro quella parola « piatire », perchè è la parola che riflette certe volte uno stato d'animo, che fu rilevato in un'altra discussione dal collega onorevole Labriola, quando disse che, a differenza del Belgio, della Francia più vinti di noi, e anche prima di noi, noi andiamo sempre chiedendo perdono anche quando non ci viene chiesto di domandarlo.

L'onorevole De Gasperi, nel suo discorso di Milano ha detto: « Tutti gli italiani dovrebbero insorgere se succedesse »... quello che praticamente sta succedendo, onorevole Presidente del Consiglio. Lei ha ragione, e queste nostre voci sono voci che insorgono, ma è il Governo che poi deve essere colui che rappresenta politicamente questa insurrezione dei nostri animi, che è insurrezione di tutti gli italiani.

L'onorevole Presidente del Consiglio, rispondendo all'onorevole Orlando, durante lo svolgimento dell'interpellanza che si riferiva a questo problema, ha fatto una dichiarazione categorica: « Noi la dichiarazione del 20 marzo 1948, – sono le precise parole del Presidente del Consiglio, per quel tal vizio che io ho di non ricorrere agli stenografici corretti ma di segnarmi le cose in Aula – la faremo valere ». Onorevole Presidente del Consiglio, in qualunque momento ella farà valere quella dichiarazione, avrà dietro le sue spalle tutta l'anima del popolo italiano. Ma noi abbiamo anche diritto di domandarle come ella pensa di farla valere, perchè questa è logica domanda. L'onorevol Sforza, con la stessa energia e con la stessa chiarezza – ed ebbe il consenso generale – rispose all'onorevole Tessitori, quando l'onorevole Tessitori gli fece un'interrogazione a questo proposito.

E visto che l'ho nominato, l'onorevole Tessitori mi deve consentire, non voglio dire una correzione, ma un completamento del quadro storico che egli ci ha fatto, delle relative analogie e conseguenze che ne ha tratto, perchè egli ha portato una tesi in cui ha saputo rivestire di grande nobiltà le sue parole, ma che è una tesi che io ritengo sbagliata e che indubbiamente oggi in Italia è impopolare. Il che è sempre atto di coraggio, e di questo gli si deve dare atto. E all'onorevole Tessitori, tanto più devo rispondere, in quanto io non mi permetto di dire di essere la voce di quella terza corrente di opinione pubblica italiana alla quale egli ha fatto riferimento, al di là di quelle rappresentate oggi dalla maggioranza governativa e dai colleghi di sinistra. Non oso dire di essere « la voce » di quella corrente di opinione, ma « una voce » di quella corrente di opinione sento di essere, e sono fiero di esserlo, e come tale io vi parlo.

Anche l'onorevole Tessitori ha parlato di « gesto gladiatorio ». No. Onorevole Tessitori: anche l'onorevole Sanna Randaccio ha sottolineato che quando si parla di « gesti » in questa sede si parla evidentemente di gesti politici, non già di gesti gladiatori. Ed il solo pensare che un gesto non possa essere che gladiatorio, fa venire la preoccupazione che chi pensa così non sia capace nemmeno di gesti politici.

L'onorevole Tessitori, nel suo esame di quella situazione, ha dimenticato una cosa, nel quadro: un episodio significativo, nientedimeno l'episodio di D'Annunzio. Si può avere su tale episodio il giudizio che si vuole: ma quando si dipinge un quadro che vuole riflettere situazioni politiche e psicologiche di un popolo, in un determinato momento, fatti di quel genere non possono essere dimenticati se non volutamente. Ma ciò è anche un errore nella esattezza della valutazione. Nè si è detto da noi (dico da noi perchè molto di quello che l'altro giorno ha detto l'onorevole Orlando, era voce di quelle correnti di opinione pubblica alle quali anche io faccio capo) di abbandonare *sic et simpliciter* le alleanze. Si è detto di rivederle, e se è necessario di farle valere; perchè vede, onorevole Tessitori, è ridicolo parlare in certe situazioni di abbandonare le alleanze: le alleanze che non funzionano per tutti i soci si abbandonano da sè, non esistono. E, come lei sentirà, la mia preoccupazione maggiore è proprio questa: che possa fallire un tentativo di stabilire nel mondo quell'equilibrio che oggi è l'unico mezzo per mantenere la pace. Infatti non abbiamo, oggi come oggi, altro mezzo che la politica di equilibrio. Quindi la nostra soluzione non era una soluzione: era un invito ad una azione politica più attiva, per tentare di giungere a delle soluzioni; e tale invito –

non bisogna fraintendere, bisogna intendere – si può applicare in un modo o in un altro, ma rifiutarlo no, perchè sarebbe negare l'azione, e negare l'azione è supremo errore. Non parlerò qui delle trattative dirette perchè ne parleremo dopo. Ma devo dire una cosa all'onorevole Tessitori, che ha parlato con tanta umanità, e il cui cuore pulsa all'unisono con una terra che gli trasmette direttamente il palpito e la sofferenza delle terre vicine. Non si può parlare freddamente di attendere il momento di una non so quale transazione, quando di là c'è della gente che non sa più come vivere e che non riesce nemmeno a morire.

CONTI. Mi piacerebbe capire che cosa lei intende.

LUCIFERO. Certe volte ci capiamo, onorevole Conti, e certe volte no. Certe volte è anche una questione di buona volontà. D'altra parte io devo esporre il mio pensiero come posso e come so, ma credo di essere abbastanza chiaro.

CONTI. Credo che lei saprebbe far meglio, ma c'è qualcosa che non vuole dire.

LUCIFERO. Se c'è qualche cosa che non voglio dire, onorevole Conti, questo significherebbe che il mio senso di responsabilità di uomo politico mi porrebbe dei limiti, ma non è il caso.

MAZZONI. Ma allora questo senso di responsabilità lo deve ammettere anche per il Governo.

LUCIFERO. Quindi, di fronte a tutte le dichiarazioni che abbiamo sentito dal banco del Governo, dovevo porre una domanda: questo insorgere, questo far valere la lettera del marzo dell'onorevole De Gasperi, le dichiarazioni inequivocabili del Ministro degli esteri in risposta all'onorevole Tessitori, a quale politica preludono, quale intenzione politica significano ? Come intendono gli uomini responsabili della politica del nostro Paese trasformare queste loro convinzioni e questa loro espressione, che è condivisa da tutto il Paese, in una azione politica che possa condurre a dei risultati ? Noi abbiamo sentito parlare di alcune cose.

Plebiscito nella Zona B. Plebiscito no, perchè il plebiscito c'è già stato, perchè c'è qualcosa di più del plebiscito: c'è già il riconoscimento ufficiale della italianità di quella terra. Chiedere un plebiscito in quella Zona significa rimettere in discussione una questione che non è più discussa. Oggi non si discute se quella è Italia o non è Italia, oggi si discute se un pezzo d'Italia deve tornare all'Italia o se quel pezzo d'Italia deve stare fuori d'Italia. Ma plebiscito no: non lo possiamo accettare. L'ho detto lassù e lo dico qua. Quello che ci è stato riconosciuto ormai in modo inequivocabile, non possiamo accettare che sia di nuovo messo in discussione.

Il negoziato diretto: sul negoziato diretto dobbiamo parlare. Il negoziato diretto noi dobbiamo farlo con l'Inghilterra, la Francia e l'America, non solo per quanto ho già detto, ma perchè vi è una ragione specifica. Infatti tutto questo significa revisione di posizioni che non sono state affatto trattate con noi, ma che essi si sono trattate tra di loro, e che poi a noi hanno imposto. Noi non siamo affatto un contraente, abbiamo semplicemente subìto. Se tra i contraenti ci deve essere discussione sono loro che devono discutere, per noi resta fermo quello che è il nostro diritto, che è stato riconosciuto da tre delle quattro maggiori Potenze. A questa posizione di diritto noi non possiamo rinunciare. E poi, come queste trattative dirette ? Il maresciallo Tito ha trovato molto comodo di dimenticare gli 11 mila morti della divisione Garibaldi, i quasi 400 italiani di quella divisione che lui stesso ha decorato e che hanno combattuto con la Jugoslavia e per la Jugoslavia; e noi dovremmo dimenticare le foibe, gli internati ? noi parliamo di trattative dirette con un Paese (ne ho fatto oggetto anche di una interrogazione in questa sede), che non ci ha mai voluto rispondere neppure per dirci quale è la sorte dei nostri internati in Jugoslavia. Se non abbiamo potuto trattare questa questione, come volete trattarne altre tanto più scabrose ? E poi su che base: dove è il margine, per discutere ? Tito non volle trattare con noi prima delle elezioni della Zona B e seguì un altro fatto compiuto; e ogni giorno c'è stato e c'è un fatto compiuto; il che significa che se margine ci fosse stato, onorevole Ministro degli esteri, e non c'era, esso si è ridotto ogni giorno di più, perchè ogni giorno noi partiamo da una posizione diversa, e sempre a noi più sfavorevole.

L'onorevole Tessitori fece un paragone con altri tempi, ma allora caso mai quelli che potevano creare i fatti compiuti eravamo

noi, non loro. Ecco perchè devo dire la verità che il discorso del Ministro degli esteri a Milano, senza una adeguata preparazione diplomatica, mi ha fatto una grande impressione e grandissima impressione mi ha fatto il comunicato del Consiglio dei Ministri in cui si rendeva noto al popolo italiano l'augurio che ci veniva fatto per queste trattative dirette.

C'è un libro, uscito in epoca recente, di colui che fu il capo del Governo del Paese per il quale scoppiò la seconda guerra mondiale, la Polonia; un libro di cui non intendo ripetere qui il titolo, ma che certamente molti dei colleghi conoscono e quindi capiranno perchè non voglia ripetere il titolo in questa Aula. Io invito tutti i colleghi di leggere quello che racconta il Presidente Mikolaiekjich sul suo ultimo colloquio con il primo Ministro britannico, quando questi lo invitò ad andare a trattare direttamente con i russi, e gli fece tanti auguri. Qui non si tratta di auguri, si tratta di invitare chi ha assunto un impegno a mantenerlo, e a dire chiaramente che la soluzione del problema del Territorio libero di Trieste è la premessa per una possibilità di intese e di trattative con la Jugoslavia.

Questa è la realtà che noi dobbiamo dire lealmente, perchè altrimenti continueremo ad illudere noi stessi; perchè gli altri, quelli che assumono gli impegni e poi se ne lavano le mani e ci fanno tanti auguri, non desiderano altro che questo.

Nè riguardo a questa situazione ci può arrecare conforto la recente frase del Presidente Truman che è puramente programmatica. Lì in Zona B, c'è una situazione che non si può sanare con i programmi, e qui in occidente c'è effettivamente una situazione in cui il Patto non ha funzionato. E se il Ministro non ci dirà nulla di nuovo, io dovrò ricordargli che c'è anche, dal 1948 ad oggi – e per sua dichiarazione – uno *iatus*, nella nostra azione diplomatica su questo problema, che indubbiamente non può incontrare approvazione da parte nostra.

E visto che parliamo della Jugoslavia, debbo dichiarare che questo discorso non vale tanto per noi, quanto per coloro i quali su di essa si fanno tante illusioni. Sarebbe bene che essi capissero che, quale che sia la natura del dissidio che c'è oggi tra la Jugoslavia e la Russia, e che probabilmente si potrebbe trovare con una piccola ricerca storica che si riferisce alla Macedonia, la Jugoslavia eterodossa, ortodossa, scomunicata, peccatrice, protestante che essa sia, appartiene sempre al mondo comunista; ed il conflitto tra Tito e la Russia è e rimane sempre un conflitto interno del mondo comunista, come il conflitto – permettetemi senza offesa il paragone – tra il laicismo e il confessionalismo resta sempre un conflitto interno nostro, del mondo cattolico. Ma il giorno in cui il mondo comunista fosse in pericolo, il posto di Tito sarebbe segnato, perchè se il mondo comunista dovesse crollare, crollerebbe con i suoi eterodossi, con i suoi ribelli e con i suoi protestanti. Non si faccia illusioni nessuno: Tito non può combattere mai contro il mondo al quale egli stesso appartiene.

Terzo punto: tutta questa situazione porta anche ad un abbandono delle premesse ideali del Patto da parte dei suoi maggiori componenti. Vale la pena di ricordare brevemente le questioni precedenti: la Lega delle Nazioni, primo tentativo di equilibrare una posizione nel mondo, finì tragicamente il giorno in cui lasciò invadere la Cina dal Giappone; il giorno in cui non seppe funzionare per uno dei suoi membri. Le Nazioni Unite di cui, non da oggi e non soltanto io, ma una volta anche il Ministro degli esteri nella medesima discussione, parlammo come di un cadavere o poco più, sono fallite perchè in fondo non hanno saputo portare i princìpi della Carta di San Francisco in quei Paesi che piano piano sono stati invasi da chi è ispirato ad altri princìpi; tanto che oggi dobbiamo registrare un fatto che in Italia ha avuto poca eco, ma che mi sembra sia stato un fatto notevole: la famosa proposta dell'ex Presidente Hoover avvenuta una ventina di giorni fa in cui egli ha detto che l'O.N.U. è fallita e che quindi bisogna riformarla su nuove basi, ammettendovi soltanto quei Paesi nei quali i princìpi della Carta di San Francisco sono stati applicati. E la cosa è importante non solo perchè è molto notevole tale dimostrazione di un fallimento, ma perchè questa dichiarazione di Hoover provocò una telefonata immediata del Presidente Truman che si compiaceva con lui per la seconda parte

del suo programma che significava questo: creiamo uno schieramento morale, facciamo una specie di guerra religiosa.

Tutte le associazioni che non funzionano egualmente per tutti i loro membri sono delle associazioni che sono già in fase di sfaldamento; e a me reca meraviglia che una parola non sia mai risuonata a proposito del problema di Trieste: Danzica. (*Commenti*). La ferita che ad un certo punto incomincia a mettere in circolo i germi dell'infezione.

Noi che abbiamo voluto questo Patto, che lo abbiamo sostenuto e lo sosteniamo ci preoccupiamo di non vederlo funzionare perchè ci domandiamo se potrà funzionare verso l'esterno un'associazione che non riesce a funzionare nel suo interno. E se noi parliamo in questo modo non è perchè vogliamo stracciare il Patto, ma perchè abbiamo timore e preoccupazione che, malgrado tutte le riunioni dei Ministri, malgrado tutte le creazioni di organismi permanenti, ad un certo punto questo organismo manchi di funzionalità così come ha dimostrato in questa circostanza; ed allora abbiamo bene il diritto di preoccuparcene perchè, mi consenta l'onorevole Ministro della difesa, se io devo sperare, anzi, se gli italiani devono sperare nelle sue 40 divisioni, oggi come oggi, non rimane che prendere la valigia e andarsene in un altro posto . . . (*interruzione da destra*) dove la difesa non dipenda dalle 40 divisioni che non ci sono e delle quali il Ministro farebbe bene a parlare quando ci saranno, in piena efficienza.

PACCIARDI, *Ministro della difesa*. Io ho parlato di 40 divisioni di riservisti; lei non mi ha capito. Si sono già istruiti dopo la guerra uomini per 40 divisioni.

LUCIFERO. Creda pure, onorevole Ministro, che certe cose, in Italia, siamo anche in troppi a capirle . . .

PASTORE. Questo è il grave che voi vendete gli italiani per farli armare.

LUCIFERO. . . . ed è per questo che parliamo così. È appunto per questo che ne ho parlato in relazione al Trattato di pace.

PACCIARDI, *Ministro della difesa*. Il Trattato di pace ci consente 12 divisioni.

LUCIFERO. Sono lieto di aver provocato questo chiarimento che riduce forse a 12 le divisioni di cui ci potremmo praticamente servire se domani il Patto non funzionasse e, ripeto, parlo con la preoccupazione di uno che vuole che, nella malaugurata ipotesi, il Patto sia chiamato a funzionare, e a funzionare bene. Questa è la nostra preoccupazione legittima perchè, onorevoli colleghi, parlare, come si è parlato nuovamente, di politica di equidistanza o di politica di neutralità per l'Italia sola è, non voglio dire altro, romantico; perchè, come ha detto molto bene il collega Bergmann ieri, la neutralità in tanto esiste in quanto si è in condizioni di difenderla, in quanto cioè si è in condizioni di non essere neutrali. Orbene, nessun Paese di Europa, nemmeno l'Inghilterra – l'isola – può più permettersi il lusso, la speranza o l'illusione di una neutralità. E se anche noi di questa corrente della opinione pubblica seguiamo con amore ed interesse gli sforzi che si fanno per l'unificazione dell'Europa, di cui ci ha parlato anche ieri il collega Bergmann, lo facciamo proprio perchè comprendiamo che una Europa unita potrebbe domani anche avere la forza di mantenersi neutrale se i suoi interessi glielo consigliassero; ma nessun Paese di Europa, isolatamente, lo potrà mai fare.

Ma anche per arrivare a questa unificazione dell'Europa, bisogna percorrere tutti i gradini: se il gradino precedente della scala dello sviluppo delle comunità europee non è completo, cioè se non sono completate e sicure le unità nazionali, cioè le persone fisiche, politiche e morali dei cittadini di questa Europa unita che deve sorgere – e questo incide di nuovo nel problema che maggiormente ci affanna e ci travaglia – finchè ci sarà conflitto sulla unità nazionale di un qualunque Paese europeo, l'unità europea non si potrà mai fare. E noi vogliamo l'unità europea perchè comprendiamo che essa significa indipendenza dell'Europa: ma prima bisogna che i cittadini di questa unità possano avere la loro personalità.

Ora, giudicando della politica estera, che è giudizio politico sul bilancio, io ritengo che ci sia stata veramente una mancanza di concretezza. Anche qui si può parlare di tattica e di strategia: le grandi linee strategiche della politica internazionale di un Paese sono segnate dalla storia e dagli eventi, si tratta di comprenderli; ed io penso che nelle loro

grandi linee siano stati compresi dagli italiani ed in fondo anche dal loro Governo. Ma la tattica per perseguire questi fini, per contribuire al loro raggiungimento, la tattica mi pare espressa da una frase pronunziata in questa Aula il 3 di questo mese dall'onorevole Presidente del Consiglio, e che riecheggiava una frase che fu pronunciata in altra sede dall'onorevole Ministro degli esteri qualche tempo fa: « che dal 1945 fino al 2 luglio 1946 fummo senza informazioni ».

Ora, onorevoli colleghi, quando l'altro giorno, sollecitato da ogni parte della Camera, anche dalla maggioranza che lo sostiene, l'onorevole Ministro degli esteri si è alzato per dirci cortesemente che non aveva niente da dirci, mi sono domandato se anche dopo il 2 luglio 1946 continuiamo ad essere senza informazioni. Ecco perchè non credo che si possa sostenere un Governo che non è riuscito a condurre in porto nessuna delle operazioni politico-diplomatiche che esso ufficialmente, pubblicamente si era proposto, qualcuna delle quali aveva addirittura data per certa, per conseguita, dicendo che ormai si trattava soltanto di stabilirne le scadenze. E qui torno alla distinzione dell'onorevole Tessitori ed esprimo proprio il punto di vista di quella corrente dell'opinione pubblica che egli definì come terza, ma che io dico esser la prima, almeno in senso cronologico, perchè anche qui si sente lo scricchiolìo di quella crisi della fine del dopoguerra, della quale ebbi occasione di parlarvi quando discutemmo della politica generale del Governo in sede di sue comunicazioni. Anche qui ormai si crea la frattura fra due mondi, del mondo che io chiamerei di una zona depressa della storia, cioè del mondo che ha dovuto affrontare il necessario, l'inevitabile travaglio della crisi del dopoguerra, e del mondo che ormai a questa crisi del dopoguerra tenta di sfuggire, da questa crisi tenta di uscire. Da una parte quindi quel senso di rassegnazione e di piatimento (per usare la parola dell'onorevole Ministro) che va dal giugno del 1944 ad oggi; dall'altra il senso di un popolo che, ad un certo punto, dice: siamo stati vinti cinque anni fa, l'abbiamo sentito ripetere per cinque anni, ora non siamo più vinti. Perchè un popolo è vinto fino a quando si sente tale, fino al momento in cui questo popolo non si sente più vinto. Dopo di che la vittoria e la sconfitta sono uno dei tanti episodi della storia che ad un certo punto chiudono il loro ciclo.

Questo è il travaglio, anche di fronte alla politica estera del popolo italiano. Noi sentiamo ormai la spinta e l'impulso ad uscire da questo vincolo della sconfitta, che ci ha dominato per sei anni della nostra vita nazionale. Noi incominciamo a sentire questo, che non può essere chiamato così facilmente soltanto sentimento, perchè è fatto dello spirito ed è fatto politico di un popolo e della sua psicologia collettiva. E noi vediamo che anche altri popoli in condizioni ben più difficili delle nostre – l'onorevole Sanna Randaccio vi ha fatto cenno ieri del cancelliere Adenauer – sentono questo stesso spirito di rivendicazione.

Ora, forse, la differenza profonda fra quella corrente così nobilmente interpretata ieri dall'onorevole Tessitori, e quella che – come posso – tendo ad interpretare oggi io, è proprio in questo: che in questo clima del dopoguerra, dell'amarezza, del dolore della sconfitta e degli sforzi – intendiamoci anche costruttivi – che esso ha comportato, voi ci siete ancora dentro, mentre noi cominciamo a sentircene fuori. Il che non è sentimento, ma è fatto politico, onorevoli colleghi. Perchè, ripeto, quando un popolo comincia a sentire che una fase della sua storia è esaurita e scontata, quella fase della sua storia è effettivamente esaurita e scontata nello sviluppo storico della vita di questo popolo. E visto che si è parlato di sentimento, e di romanticismo, mi si permetta qui di dire che è strano il fatto che quando il sentimento è il vostro, è sentimento; quando il sentimento è degli altri, è romanticismo.

Questo sentimento è una delle più grandi realtà politiche, con le quali qualunque Governo deve fare i conti e delle quali purtroppo molto spesso gli uomini di governo fanno un uso che non corrisponde a quello che dovrebbe essere.

Ma vi sono dei segni, onorevoli colleghi, che hanno un significato. Guardate, io appartengo ad una generazione la quale, piaccia o non piaccia, può essere compendiata in una serie di canzoni. Andavamo alle scuole elementari, e cantavamo *Tripoli bel suol d'amore*; passammo al ginnasio e cantavamo *Le campane di*

San Giusto; siamo andati al liceo e cantavamo *La canzone del Piave*; siamo andati all'Università e bene o male, e si cantava l'*Inno degli Arditi*; e più tardi ci fu ancora una espressione che fu popolaresca in Italia: passavano per le strade le fanfarette che suonavano *Faccetta nera*! Fu l'ultima canzone popolare in Italia e poi il silenzio. Oggi abbiamo i capelli grigi e in Italia non si canta più. L'Italia non ha più espresso un rapsodo, il che significa crisi gravissima dello spirito italiano. (*Ilarità a sinistra*). Io sapevo benissimo, dicendo questo, che avrei sollevato l'ilarità di coloro che non sentono queste realtà, che sono le realtà dello spirito di un popolo; ma quella è la voce che ha il popolo per esprimere nei secoli quelli che sono i suoi sentimenti storici. E lo sforzo che noi facciamo è appunto quello di venire incontro a questo popolo che ormai sente di uscire dalla sconfitta, quando forse i suoi governanti non lo sentono ancora. La ragione per cui non possiamo approvare questa politica estera è che sentiamo che non è più la politica estera che corrisponde agli interessi di un popolo il quale sa che è venuta l'ora di rialzare la testa. (*Approvazioni e congratulazioni*).

Deferimento di disegni di legge a Commissioni permanenti.

PRESIDENTE. Comunico al Senato che, valendomi della facoltà conferitami dall'articolo 26 del Regolamento, ho deferito all'esame e all'approvazione:

della 2ª Commissione permanente (Giustizia e autorizzazioni a procedere), previo parere della 5ª Commissione permanente (Finanze e tesoro), il disegno di legge: « Indennità a favore dei magistrati promossi al grado terzo » (1044);

della 6ª Commissione permanente (Istruzione pubblica e belle arti), previo parere della 5ª Commissione permanente (Finanze e tesoro), il disegno di legge: « Norme per la retrodatazione della nomina a posti di direttore e di insegnante negli istituti di istruzione artistica nei confronti di coloro la cui assunzione in ruolo fu ritardata perchè celibi » (1043).

Per la rinnovazione delle Commissioni permanenti.

PRESIDENTE. Comunico al Senato che, avendo le undici Commissioni permanenti cominciato a funzionare il 16 o 17 giugno 1948, il 16 o 17 giugno prossimo scadranno i due anni stabiliti dall'articolo 20 del Regolamento per la rinnovazione delle Commissioni medesime. Invito, pertanto, i Gruppi parlamentari a far pervenire tempestivamente alla Presidenza le designazioni per la costituzione delle Commissioni, che mi riservo di comunicare poi al Senato.

Poichè però nell'epoca indicata i lavori saranno in pieno svolgimento e potrebbe non essere opportuno mutare nel corso di essi la composizione delle Commissioni, propongo che, pur comunicandosi la nuova loro formazione prima delle vacanze, in modo che possano, eventualmente, nell'ultima loro riunione, procedere alla rielezione delle presidenze, esse comincino a funzionare, nella nuova composizione, solo dalla ripresa dei lavori, dopo le vacanze estive.

(*Così rimane stabilito*).

Ripresa della discussione sul bilancio degli affari esteri.

PRESIDENTE. Dichiaro chiusa la discussione generale. Ha facoltà di parlare l'onorevole Galletto, relatore.

GALLETTO, *relatore*. Signor Presidente, signori del Governo, onorevoli colleghi: su una sola cosa credo che tutti i senatori siano consenzienti in questo momento ed è la gravità e l'importanza degli argomenti che abbiano esaminato e discusso durante l'esame del bilancio degli esteri, e di un'altra cosa possiamo prendere atto ad onore della nostra Assemblea, che questa discussione è stata improntata ad un senso di grande serenità e di grande responsabilità; e di un'altra cosa desidererei che i colleghi prendessero atto, ed è che troppo spesso, anche in questa discussione di politica estera, che dovrebbe avere un carattere di aderenza alla realtà storica, si discute prescin-

dendo da questa realtà storica, prescindendo da fatti concreti, dai rapporti internazionali, dalle esigenze che si sono concretate attraverso avvenimenti di carattere storico, come quelli che abbiamo vissuto negli ultimi tempi.

Vi richiamo alla relazione modesta che ho presentato, modesta e breve, ma meditatamente modesta e breve, perchè i problemi che vi sono elencati, soprattutto nell'ultima parte, sono intonati a quel senso di responsabilità, a quel senso di prudenza necessario nell'esame di questi stessi problemi.

Faccio una breve premessa e sarò, come il mio solito, breve. Se penso o signori che questa relazione è stata presentata prima di Pasqua, che doveva essere discussa verso metà di aprile e per motivi, dei quali non cerco la causa, stiamo discutendola verso la fine di maggio, ritengo che tutto è dovuto anche alla eccessiva lungaggine delle discussioni e soprattutto ad una fatto, che quando parliamo in questa Assemblea dimentichiamo che parliamo di fronte ad una Assemblea qualificata; l'80 per cento di quello che diciamo è conosciuto dai nostri colleghi. Quindi dobbiamo portare in queste discussioni, elementi per un apporto ad una collaborazione più concreta, in modo di non sciupare inutilmente del tempo prezioso.

La mia relazione richiama in un primo punto la questione tecnica del bilancio, quella finanziaria, quella sulla quale nessuno ha parlato, salvo qualche voce isolata, come quella, mi pare, dell'onorevole Lussu.

La spesa finanziaria fissata nel bilancio è di 19 miliardi, ma va ridotta ad 11 miliardi per una contabilità di dare e avere, di conti in pendenza. La spesa rappresenta appena l'uno per cento del bilancio statale.

Nella relazione, notate bene, ho fatto anche delle critiche su alcune spese, critiche condivise dal senatore Mott, nella relazione per l'approvazione del bilancio da parte della 5ª Commissione. Ma nonostante queste critiche ritengo tuttavia che l'uno per cento delle spese del bilancio statale assegnato al bilancio degli esteri, sia una somma insufficiente, se pensiamo alla funzione che ormai ha assunto la politica estera in un Paese come il nostro, se pensiamo alle nuove necessità, se pensiamo alle spese notevoli necessarie per determinati interventi in convegni internazionali, e via dicendo. Per cui non è fuori luogo pensare e proporre che nel bilancio del prossimo anno siano stanziate le somme necessarie per uno sviluppo integrale della attività della nostra politica estera. Paghiamo bene i nostri diplomatici ed i nostri consoli, ma facciamoli rendere, esigiamo ed esigiamo molto. Non solo, ma quando inviamo Commissioni e rappresentanti ai convegni internazionali, mandiamo gente preparata sotto ogni aspetto, anche tecnico. Chi vi parla ha viaggiato mezza Europa, è stato alla Società delle Nazioni ed altrove, e sa per esempio quale immenso valore sia il conoscere perfettamente le lingue e parlare correntemente, specie nei Paesi dove si vanno a discutere e affrontare problemi complessi ed importanti.

Concludendo quindi su questa parte di carattere tecnico-finanziario, debbo invitare i colleghi a non preoccuparsi se il futuro bilancio richiederà dallo Stato nuovi oneri soprattutto per approntare un grave problema — del quale discuteremo successivamente — il problema cioè della emigrazione.

Fatta questa premessa, desidero accennare solo a tre problemi sostanziali che sono venuti alla ribalta della nostra discussione, senza con ciò avere menomamente l'intenzione nè la volontà di rispondere ad alcuno degli oratori. Io non sono il Ministro degli esteri: risponderà il Ministro alle critiche che gli sono state rivolte, non essendo io il suo avvocato difensore e tanto meno il suo avvocato d'ufficio.

Ritengo però di avere il diritto e il dovere di intervenire sui problemi sostanziali che qui sono stati dibattuti.

Il primo problema è quello dell'emigrazione. Ne ha parlato il senatore Bibolotti ieri con la competenza di vecchio sindacalista, che ha vissuto in mezzo agli emigranti ed io lo ho ascoltato con molta attenzione perchè si sentiva sulla sua anima espressa la volontà e il desiderio di venire incontro alle necessità della povera gente che va all'estero. Però ho capito una cosa, o almeno ho avuto la sensazione di aver capito che la concezione dell'emigrazione di oggi, non è nella sua realtà la concezione dell'emigrazione di ieri. Quando il senatore Bibolotti accusava il Governo per la sua inazione, per il suo disinteressamento di fronte a questo problema, mi pareva non fosse

obiettivo. Racconterò un episodio significativo a questo proposito. Personalmente mi sono interessato per la emigrazione di una trentina di famiglie di un paese della mia circoscrizione elettorale, si era costituita una specie di cooperativa di emigrazione che doveva partire per l'Argentina. Sono intervenuto presso il Ministero degli esteri, dove allora era Sottosegretario l'onorevole Moro, insistendo in tutti i modi e con tutti i mezzi perchè questo gruppo di famiglie potesse partire per l'Argentina e precisamente per lo Stato di San Juan. Erano venute notizie e promesse d'oro: una trentina di concessioni, una trentina di case, acqua, luce e che so io. Avevamo questi elementi quasi concreti ed assicurati. Ho trovato da parte del Ministro degli esteri un'assoluta contrarietà, perchè dalle informazioni che il Ministero aveva ricevuto queste condizioni non erano vere e consistenti. A forza di insistere, e con una mia dichiarazione di personale responsabilità, abbiamo fatto partire tre capi famiglia. Questi tre poveri disgraziati arrivati sul posto hanno constatato che le concessioni si trovavano a 200 chilometri dall'ultimo centro abitato. Erano state costruite soltanto due case, senza serramenti, senza acqua, senza luce, senza comunicazioni; quei tre emigrati dovettero abbandonare quelle zone e cercare qualche altra occupazione. (*Commenti dall'estrema sinistra*).

Quindi è assurdo il pensare che si possa oggi convogliare la emigrazione come un tempo senza pensare ad una qualificazione. Perchè, se qualche richiesta abbiamo dall'estero, ci viene proprio per operai qualificati, non per dei braccianti e badilanti e, in questo caso, onorevole Bibolotti, quando si tratta di braccianti e di badilanti questa povera gente finisce per essere sfruttata quasi in una situazione di semi schiavitù. Il problema della emigrazione è di importanza eccezionale perchè ha un riflesso anche con tutti gli interessi economici del nostro paese. Anche in questo dissento da quanto ha affermato il senatore Bibolotti cioè dall'ipotesi che si possa con un complesso di buona volontà, di lavoro e di danaro, speso nel nostro territorio assorbire completamente il nostro elemento esuberante di mano d'opera. Penso e credo che per questo si possa fare, tutto non si possa ottenere, perciò abbiamo ancora bisogno di esportare molta mano d'opera. Accontentiamoci quindi di fare quel che si può fare. Ripetutamente, nella nostra Commissione degli esteri, ed anche questa mattina, discutendo alle presenza del Sottosegretario una convenzione con un Paese estero abbiamo detto: in queste convenzioni di carattere commerciale perchè non cerchiamo di inserire l'elemento merce-lavoro nel più severo, sano, onesto, dignitoso significato della parola? Perchè non cerchiamo di insistere per poter collocare 3000 lavoratori in una zona, 4000 in un'altra, in modo da alleviare lentamente il nostro Paese dal peso di una eccessiva mano d'opera, di una eccessiva forza di lavoro, la quale non può essere assorbita interamente nel nostro Paese? Quindi il problema della emigrazione assume, nei riflessi della politica estera e del bilancio degli esteri, una eccezionale importanza.

Mi dispiace non sia qui il Presidente della nostra Commissione, senatore Jacini, perchè in questo in parte dissento da lui. Non sono favorevole alla ricostituzione del Commissariato della emigrazione, e non lo sono perchè temo che ricostituiremmo altro organismo pletorico che, probabilmente, servirebbe poco, perchè la funzione e lo sviluppo della emigrazione attuale sono diversi da quelli di 20 o 30 anni fa. Cerchiamo invece di dare al Ministero degli esteri e alla Direzione generale della emigrazione tutte quelle possibilità di sviluppo di mezzi e di competenze per potere organizzare e regolare la nostra emigrazione, regolarla nel modo migliore perchè miracoli non se ne fanno. (*Interruzione del senatore Tonello*). La realtà è questa, il problema della emigrazione esige uomini che lavorano, uomini che pensano, uomini che preparano, uomini di coscienza, uomini di volontà.

GRAVA. Non solo per la emigrazione, ma per tutte le cose.

GALLETTO, *relatore*. Ma particolarmente ed essenzialmente in questo problema. E poichè l'onorevole Grava mi ha interrotto dirò che nella mia relazione ho accennato e precisata l'impostazione che voi vorreste dare a questo problema con la ricostituzione di un Commissariato per la unificazione delle attività emigratorie.

GRAVA. No, non abbiamo detto così, parliamo di un organismo unitario.

GALLETTO, *relatore*. Comunque è ovvio che anche questo lavoro in senso unitario, alle dipendenze del Ministero del lavoro,

ha un limite, perchè voi non potete andare oltre i confini. Ho accennato a questo problema perchè mi pare che il Ministero degli esteri abbia il diritto e il dovere di interessarsi di esso anche in questo senso che i nostri diplomatici, i nostri consoli che sono all'estero, debbano operare concretamente per studiare le necessità della emigrazione e dare a questa emigrazione uno sbocco regolato, coordinato, fattivo e concreto.

E passiamo ad altro problema molto delicato che è stato esaminato qui da parecchi colleghi e, per ultimo, questa sera dall'onorevole Lucifero: il problema di Trieste.

Chi vi parla, onorevoli colleghi, ha, si può dire. nel sangue la tristezza e la nostalgia di quello che è stato Trieste per noi, che abbiamo combattuto nell'altra guerra. Chi vi parla è stato ferito nella primavera del 1916, dinanzi a Gorizia, ed ha combattuto per dei mesi a Oslavia, al Calvario e in tutta la zona che sta di fronte a Trieste. Abbiamo combattuto tutti quella guerra, con senso di grande coraggio e soprattutto con una chiarezza di visione che non ammetteva dubbi. Quando poi i nostri sforzi sono stati coronati dalla vittoria abbiamo sentito profondo il senso della soddisfazione, perchè i nostri fratelli erano stati riuniti alla Patria italiana.

L'altro giorno, ascoltando il discorso dell'onorevole Orlando in Campidoglio, io pure, caro amico Sanna Randaccio, sono stato preso dalla stessa commozione, perchè il rimpianto di quella vittoria e le sofferenze, che noi possiamo quotidianamente controllare anche nella nostra città, di tutti i profughi giuliani, sono presenti al nostro cuore, alla nostra mente e al nostro spirito, per cui su questi nostri desideri, su questa nostro volontà che la gente giuliana presto o tardi ritorni nel seno della Patria italiana, credo non ci sia alcun dubbio per nessuno qui dentro.

Però, soltanto pochi momenti fa il senatore Lucifero, parlando di Trieste, ha detto un nome che io ho rievocato in qualche mio articolo, ha detto un nome che ci fa ricordare il dramma e la tragedia di un'altra guerra: ha parlato di Danzica. Ora, poichè la politica attuale deve essere la politica della realtà e non la politica dell'illusione, la politica del limite e non la politica delle grandi conquiste verbali, dobbiamo riporre questo problema di Trieste nel quadro e nell'assieme dei grandi problemi internazionali che si agitano in questo momento. Dobbiamo porlo in questo grande quadro, perchè non vorremmo che il problema di Trieste potesse trasformarsi in elemento determinante di un eventuale conflitto, che è lontano da tutta la nostra volontà e da tutti i nostri desideri, e che comprometterebbe non soltanto gli interessi del popolo triestino e del popolo italiano, ma di tutto il mondo. Per cui, la sobrietà del parlare di questo problema, la impostazione, che di questo problema ha dato mirabilmente, con quel senso giuridico che gli è proprio, ieri il collega amico Tessitori, è l'impostazione che noi dobbiamo accettare; non perchè non si parla di un problema doloroso esso non rimane vivo nel nostro cuore; ciascuno di noi, io stesso in questo momento che vi parlo, ricordiamo e viviamo qualche profondo dolore del quale non parliamo, o parliamo soltanto nell'intimo della nostra coscienza, nell'isolamento del nostro spirito, nel chiedere a Dio una qualche spiegazione di certi dolori, di certi drammi individuali e collettivi. umanamente inspiegabili.

TONELLO. Lasciate in pace il buon Dio.

GALLETTO, *relatore*. Raccolgo la sua interruzione, onorevole Tonello. Sì, Dio: lasciamo che si pronunci questo nome. Non dobbiamo credere che gli avvenimenti storici siano dovuti agli imponderabili storici; e cioè succedano perchè devono succedere. No, la volontà libera degli uomini collabora a quelle che sono le disposizioni supreme di Dio, nelle vicende umane.

Dunque politica della realtà. E la politica della realtà, come ho scritto nella mia relazione, ha un solo nome: parte da una sconfitta grave, profonda, tale che noi nel 1945, quando abbiamo dovuto constatarne la consistenza, pensavamo e temevamo che nessuna ricostruzione nè spirituale nè economica fosse possibile, per toglierci da quell'abisso. Oggi possiamo invece fare una constatazione che è questa: la rinascita è stata possibile per la forza di recupero del popolo italiano, la manifestazione della sua vitalità, delle sue possibilità. Per questo abbiamo ancora profonda fiducia nell'avvenire della Patria nostra. (*Applausi*).

Ho scritto chiaramente nella mia relazione (cinicamente direbbe l'amico Lussu), come questa sia una relazione esatta, sincera, rispondente a quella che è la realtà. Si può pensare come si crede: si poteva scegliere un'altra via, a seconda delle direttive e delle prospettive che uno poteva presentarsi di fronte agli avvenimenti storici di colossale importanza. Alcuni infatti hanno scelto l'Oriente, altri l'Occidente.

Ma la realtà politica del popolo italiano e dell'Europa, nel 1945, non aveva altra via di soluzione, al di là di quella scelta. E questa soluzione si chiama piano Marshall. C'era la fame, amico Lussu, con la F maiuscola, in Italia e negli altri Paesi; vi erano delle necessità concrete di carattere economico che non poteva mo dimenticare o trascurare.

LUSSU. Questa è la giustificazione dello schiavo.

GALLETTO, *relatore*... e gli aiuti vennero abbondantemente e largamente, anche se qualcuno dice — cerchiamo di non far polemiche — che questi aiuti sono stati interessati. Può darsi, può essere. La spiegazione però è di carattere diverso perchè il ritmo delle cose e degli avvenimenti economici e politici non è stretto in un settore: si tratta di una crisi economica maturata in una determinata parte del mondo, che si riflette in tutte le altre; e lo stesso argomento per cui l'onorevole Lucifero sosteneva che la neutralità è cosa romantica. Se domani scoppiasse la guerra in Corea, forse si incendierebbe tutto il mondo e tutti probabilmente sarebbero travolti.

Tornando al piano Marshall, noi non potevamo dunque farne a meno. E l'abbiamo fatto coscientemente perchè quella era la strada buona, quella che corrispondeva in quel momento agli interessi del popolo italiano.

Piano Marshall e Patto Atlantico. Ma che cosa è successo in quei due anni? È successo semplicemente questo: che ad un certo momento gli americani, finita la guerra, se ne sono lavate le mani anzi, negli Stati Uniti tornava a risorgere la corrente politica isolazionista. Si pensava di fare come dopo l'altra guerra, credendo che l'America potesse disinteressarsi delle cose politiche d'Europa e del mondo. Invece, ad un certo momento, gli Stati Uniti si sono resi conto che quella strana alleanza, che aveva funzionato durante la guerra, non poteva più continuare durante la pace; in verità il mondo sarebbe stato salvo da qualunque pericolo se quella strana alleanza di guerra fosse durata anche in tempo di pace. Se la comprensione e l'abilità politica del governo russo avessero fatto comprendere che si poteva collaborare ancora su quelle direttive. Invece, ad un bel momento, caro amico Pastore, gli americani si sono accorti — e l'hanno saputo da Lippmann che è stato il primo a parlarne — tu queste cose le sai meglio di me — che c'erano duecento divisioni corazzate russe pronte per qualunque evenienza. Per chi erano preparate quelle duecento divisioni? Per la pace? No! E allora ad un certo momento dalla paura e dalla preoccupazione è sorto il Patto Atlantico in un primo momento a contenuto politico ed economico, e poi fatalmente si è concretato...

PASTORE. Queste cose non le avete dette agli elettori! Adesso le dite.

GALLETTO, *relatore*. No onorevole Pastore, le abbiamo dette e scritte.

MAZZONI. Comunque, questa è la logica delle cose, se non degli uomini, e sono le cose che contano, non gli uomini.

GALLETTO, *relatore*. Ricordiamo che gli eventi storici una volta si sviluppavano in un ciclo di cinquant'anni; oggi si sviluppano anche in due anni, e la situazione di due anni or sono è sostanzialmente diversa dalla situazione attuale.

Conferenza di Londra e Patto militare: Come si può obiettivamene e serenamente sostenere e dimostrare che codesto Patto e gli impegni presi a Londra abbiano carattere offensivo? Ma c'è ancora qualcuno che dubiti che lo stato maggiore americano fino a pochi mesi fa pensava eventualmente, in un conflitto con la Russia, di scaglionare le proprie forze difensive nell'Africa Settentrionale? Ma se si pensava fino a poco tempo fa che l'Europa era stata abbandonata al suo destino? Solo adesso la stampa svizzera, francese, americana ammette che finalmente si è pensato ad una difesa concreta dell'Europa, per cui non c'è nessuna meraviglia che il nostro Governo, per questa inderogabile politica della realtà, abbia preso degli impegni nel senso di precostituire la difesa del nostro Paese e dell'Europa contro un eventuale pericolo che come ab-

biamo prospettato, concretamente esiste. Noi desideriamo, così, fedeli alle nostre convinzioni, e al nostro patrimonio ideale e politico di difendere la forma e la sostanza della nostra civiltà, che è diversa da qualsiasi altra forma. Domani gli sviluppi storici saranno quelli che saranno; oggi la realtà è quella che è, per cui la politica del Governo, a mio modesto avviso, va sostanzialmente approvata.

L'ipotesi della neutralità italiana, o europea, l'ha detto anche testè l'onorevole Lucifero, è un'ipotesi infondata; gli avvenimenti politici, economici e militari di questi ultimi tempi fanno pensare che se scoppiasse una guerra l'Europa e il mondo ne sarebbero fatalmente travolti.

Noi piuttosto pensiamo e speriamo che sia ancora possibile una intesa od una sosta delle lotte tra Occidente ed Oriente che tolga ai popoli questo stato di animo depressivo, questo incubo che pesa su tutta la loro attività e su tutte le loro aspirazioni.

Recentemente il segretario generale dell'O.N.U. è stato a Mosca, concretamente non sappiamo quali siano stati i risultati dei colloqui che egli ha avuto con Stalin e con il Governo di Mosca; possiamo pensare che un tentativo serio sia stato fatto per una revisione ed un esame generale della situazione europea e mondiale, ed io credo di interpretare il pensiero di quanti sono fedeli alla causa della pace nell'augurare che questa iniziativa possa avere un concreto risultato; ma pensare oggi ad una neutralità italiana ed europea è una illusione. Altra ipotesi ha maggiore fondatezza, se passeranno alcuni anni senza conflitti, è quasi certo che l'Europa si consoliderà economicamente, e politicamente. Allora le iniziative della Federazione europea, e dell'Unione europea di Strasburgo potranno trovare nella realtà concreta di una Europa rinnovata, forte e cosciente delle proprie responsabilità e finalità, una base sicura di pace.

Detto questo, mi pare di non aver molto altro da aggiungere. Soltanto se si tiene presente questa realtà e queste difficoltà, si spiegano gli atteggiamenti del Governo e non si possono non approvare.

In tutte le critiche che sono state fatte qui abbondantemente, nulla ho sentito di concreto e di preciso, da parte degli oratori di qualsiasi Partito, di quello che intendessero prospettare per un cambiamento di rotta, per migliorare la nostra situazione internazionale, legata ad un complesso di fatti economici, e politici, dai quali non si può prescindere. Non basta soltanto criticare negativamente, bisogna operare positivamente o per lo meno indicare quali sarebbero state le vie e i mezzi che si sarebbero dovuti scegliere per battere altre strade e per ottenere i migliori risultati.

Concludo richiamandomi alla mia relazione, invitando soprattutto gli uomini di buona volontà ad una presa di contatto con questa realtà, cercando di contribuire al migliore avvenire del nostro Paese.

Non so, onorevoli senatori, se abbiate visitato l'Esposizione della ricostruzione. In quella esposizione sono elencate molte opere concrete, compiute in questo quinquennio, il cui valore non può essere nè discusso, nè negato. Ho letto, in una parte di quella esposizione, queste poche parole, con le quali intendo concludere il mio breve intervento: « Questa parete è vuota di cronaca; la cronaca del futuro, la scriverai tu, cittadino del mondo, col tuo esempio e con la tua opera di ogni giorno. La campana per la libertà e la pace suona per te. L'avvenire è nelle tue mani e nella tua scelta è la decisione per il mondo ».

A Roma, onorevoli colleghi, queste cose si possono scrivere e si possono pensare. (*Vivi applausi dal centro. Congratulazioni*).

PRESIDENTE. Ci sono ancora degli ordini del giorno che non sono stati svolti; desidererei pertanto che i proponenti rapidamente li svolgessero. Gli ordini del giorno sono rispettivamente: del senatore Cingolani, del senatore Pastore, del senatore Palermo, e l'ultimo, del senatore Lussu, di non passaggio agli articoli, per il quale non c'è bisogno di svolgimento.

L'ordine del giorno del senatore Cingolani è il seguente:

« Il Senato, riaffermata l'importanza delle relazioni culturali con l'estero, richiama l'attenzione del Ministro degli esteri sulla attività svolta sia dal Centro internazionale di studi umanistici, costituito a Roma nel settembre u.s., sia dall'Istituto di studi filosofici, il quale ultimo ha creato, previa convenzione con il Ministro bavarese dell'educazione, un attivis-

simo Centro di studi umanistici e filosofici a Monaco di Baviera, e un Petrarca Institut a Colonia che, per invito del Ministero dell'educazione della Westfalia e Renania, ha dato vita ad un centro notevole di ricerche umanistiche».

Non essendo presente il senatore Cingolani, il suo ordine del giorno si intende decaduto.

L'ordine del giorno del senatore Pastore è del seguente tenore:

«Il Senato invita il Governo a presentare al Parlamento: 1) tutti gli accordi di carattere economico stipulati con il Governo inglese per liquidare le vertenze sorte in seguito al ritorno dell'Italia in Somalia; 2) una relazione sulla situazione esistente in Somalia e sulle prospettive per il futuro; 3) un bilancio preventivo il quale comprenda tutte le spese di carattere amministrativo, militare, economico necessarie per la Somalia.

Ha facoltà di parlare il senatore Pastore.

PASTORE. Il mio ordine del giorno si riferisce alle questioni somale che ho già sollevato nel discorso pronunciato ieri.

Con questo ordine del giorno prego il Senato il voler formalmente invitare il Governo a darci i documenti, le relazioni e il bilancio preventivo che riteniamo necessari per nostra informazione e per il buon svolgimento della nostra attività in Somalia. Come ho detto, richiediamo: primo: che ci si comunichino gli accordi economici stipulati con l'Inghilterra per risolvere le questioni e le vertenze che esistono ancora in Somalia; secondo: che si comunichi una relazione in cui il Governo ci dica qual'è la situazione attuale e che cosa intende fare in questi dieci anni del nostro mandato; terzo: che si presenti un bilancio preventivo che contenga tutte le spese militari amministrative ecc., in modo che si sappia con una certa precisione che cosa spendiamo in Somalia, quanto ci costa la Somalia.

Questi sono gli scopi del mio ordine del giorno.

PRESIDENTE. Segue l'ordine del giorno del senatore Palermo:

«Il Senato, tenuti presenti l'articolo 11 e l'articolo 80 della Costituzione, invita il Governo a presentare al Parlamento qualsiasi Trattato ed Accordo internazionale il quale comporti una limitazione della sovranità nazionale».

Non essendo presente il senatore Palermo l'ordine del giorno s'intende decaduto.

Infine l'ordine del giorno del senatore Lussu è così concepito: «Il Senato non approva la politica estera del Governo».

Quest'ordine del giorno deve intendersi già svolto. Essendo esaurito gli ordini del giorno, ha facoltà di parlare l'onorevole Ministro degli affari esteri.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Il relatore onorevole Gallotto ha detto giustamente che non sarebbe ne l'avvocato difensore ne l'avvocato di ufficio; di un uomo del suo carattere questo si sapeva anche se non lo avesse detto, ma ciò aumenta il valore delle sue argomentazioni; appunto, non come avvocato difensore, ma come sodale con una politica estera veramente italiana, egli ha molto facilitato il mio compito e di questo lo ringrazio.

Il Senato si aspetta da me soprattutto chiarimenti più dettagliati, come gli promisi, sulla azione nostra e degli altri plenipotenziari alla Conferenza di Londra, sul problema di Trieste e soprattutto della Zona B. Io adempio con la più schietta franchezza a questi miei doveri, ma prima stimo mio dovere rispondere almeno alle domande principali rivoltemi nel corso di questa discussione; senza dimenticare che, oltre ciò che è stato detto in questi ultimi giorni, vi furono prima della mia partenza per Londra altri importanti discorsi circa i quali sento il dovere di brevi repliche.

Il senatore Menghi, in un discorso importante per ciò che ha tratto all'Eritrea, ha espresso la speranza che noi continuiamo quella politica che iniziai all'O.N.U. nell'ottobre scorso, affermante l'indipendenza e la indivisibilità dell'Eritrea. Assicuro l'onorevole Menghi che questa è la nostra intenzione; e quando l'O.N.U avrà pronunciato il suo verdetto noi ci inchineremo alla sentenza. L'onorevole Menghi ha approvato la politica di amicizia da noi iniziata col mondo arabo; lo ringrazio della sua solidarietà su questo punto importante perchè il

mondo arabo sta diventando, di più in più, un fattore da tener presente anche per ciò che sarà l'influenza morale e l'espansione economica dell'Italia nel mondo. Lo avverto però che circa questa nostra amicizia, che sta già prendendo attive forme, il mondo arabo, in cui tutti sono diplomatici nati, capisce benissimo che essa nè può nè deve diventare una arma o una ragione di dissenso verso l'Inghilterra e la Francia. Noi dobbiamo collaborare tutti insieme, creare ovunque elementi e argomenti di pace e di reciproche intese con tutti anche nel mondo arabo: è questa la nostra politica.

Quanto all'onorevole Bastianetto, egli fece un notevole discorso in senso federalista e di ciò parlerò quando verrò al discorso dell'onorevole Bergmann.

Quanto all'onorevole Nitti egli, – nuovo qui nelle mie vecchie note – dopo avere avuto la bontà di citare un mio vecchio libro che credevo dimenticato, mi ha formulato un solo rimprovero: che io errai, quando dichiarai che, se nel 1914 ci fosse stato il Patto Atlantico, non ci sarebbe stata la guerra. Avverto rispettosamente l'onorevole Nitti che la prova della utilità del Patto Atlantico in caso di una aggressione è provata appunto dal fatto che nel 1914 sarebbe bastato molto meno. Se l'Inghilterra avesse allora detto, quattro giorni prima, alla Germania, che sarebbe entrata in guerra se il Reich invadeva il Belgio, non avremmo avuto la prima della bestiale serie delle guerre mondiali. Un altro punto in cui non riesco ad essere d'accordo con l'onorevole Nitti è quando egli definisce la guerra del 1914 come la guerra del carbone e del ferro. No; che gli interessi finanziari e capitalistici possano avere grande parte nello scoppio delle guerre, chi potrebbe negarlo ? Nessuno. Ma è altrettanto errato non rendersi conto che, purtroppo, le guerre scoppiano anche in seguito a improvvise crisi di sentimenti e di risentimenti, ed è a questo che dobbiamo ovviare creando quel sentimento di forza che, al servizio di un concetto di difesa, può essere decisivo. Ricorderete forse tutti che, come vari altri, l'onorevole Nitti – e di questo non glie ne voglio affatto, anzi lo ringrazio – mi accusò di essere soverchiamente ottimista.

A questo punto io vorrei fargli un'osservazione onesta: è vero ! Ma le assicuro che a volte è molto più faticoso, in un periodo procelloso e pieno di neurastenia come l'attuale, pronunziare accenti ottimistici piuttosto che pessimistici; fare i pessimisti è la cosa più facile del mondo. Si ha a poca spesa l'aria tanto più saggia ! Ma quali i vantaggi ?

Dopo il lungo periodo di silenzio qui, al Senato, circa gli affari esteri, a causa della mia partenza per Londra, si ricominciò la discussione. Il primo oratore fu l'onorevole Pastore, che fece un discorso così vasto che se rispondessi a tutti i suoi appunti credo che avrei veramente completato con la mia risposta l'essenziale del mio compito. Ma, mentre mi riservo di rispondere alle sue osservazioni quando parlerò sinteticamente in risposta a vari altri oratori, debbo, su alcuni punti cui egli solo ha accennato, fargli dichiarazioni fermissime. Per esempio egli ha accusato il Governo di aver trascinato ad ogni costo l'Italia non desiderata nel Patto Atlantico. La verità è esattamente l'opposto: noi fummo invitati da più parti e a più riprese; naturalmente nel corso dei lunghi e complessi negoziati che portarono alla conclusione del Patto, esigenze di di vario genere furono da noi stessi e dagli altri fatte valere, ed alcuni si dimostrarono più calorosi di averci, mentre altri lo furono molto meno. La spiegazione di questo non è nel solito pettegolare su antipatie o simpatie, su amicizie o inimicizie, genere di argomentazioni poco aderente alla realtà; la realtà è che si supponeva che il Patto Atlantico sarebbe stato una somma di strumenti di difesa da offrire all'Europa. E taluno pensò: «più saranno i contraenti e peggio sarà per noi; è più utile rimanere in pochi ». Ciò poteva non esser lungimirante, ma non si può neppure dire che fosse scandaloso. Era la solita *charitas ab ego* che regna troppo spesso nel mondo.

PASTORE. Ad ogni modo queste cose sarà bene dirle all'onorevole Pacciardi.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. L'onorevole Pastore mi ha chiesto informazioni circa la Somalia. Gli dichiaro formalmente che non vi sono accordi segreti. Oltre al piano che ha regolato in dettaglio il trapasso militare della Somalia, esiste un accordo economico finanzia-

rio concluso il 20 marzo 1950 a Londra, tra l'Italia e la Gran Bretagna, per regolare in tale campo le questioni inerenti all'occupazione britannica e al trapasso dei poteri. Tale accordo verrà pubblicato dal Segretariato generale dell' O. N. U. come tutti gli altri documenti relativi all'amministrazione fiduciaria, ed il Parlamento italiano ne avrà diretta informazione.

Notizie concernenti presunte irregolarità nella consegna del territorio da parte dell'autorità britannica vennero riportate in una corrispondenza apparsa su un giornale milanese, del 6 aprile. Tali notizie hanno formato oggetto di una indagine circostanziata, da parte della amministrazione fiduciaria italiana; possiamo nettamente dichiarare che tutto ciò mancava di qualsiasi fondamento.

L'onorevole Pastore – credo che in questo sia stato il solo, o forse anche l'onorevole Lussu con lui – mi ha chiesto perchè non riconosciamo il nuovo governo repubblicano in Cina. Naturalmente egli ha espresso l'avviso che, o tema di dispiacere agli Stati Uniti, o inviti speciali da parte degli Stati Uniti, ci abbiano trattenuto dal fare questo riconoscimento. Si tratta delle solite fole. Dichiaro nel modo più formale che gli Stati Uniti non ci hanno fatto la minima pressione; che ogni Paese occidentale si sente perfettamente libero di tutelare i suoi interessi in Cina nel modo che meglio crede, talchè avviene che taluno dei membri del Patto Atlantico abbia riconosciuto il nuovo Governo, mentre altri Paesi firmatari del Patto Atlantico, non lo hanno riconosciuto.

È per me evidente che per un tempo la cui durata non è prevedibile – ma certamente non si tratterà di scosse immediate – il regime attuale, in Cina, ha tutti gli elementi della stabilità. Noi quindi considereremmo come un interesse, di fronte ai nostri industriali ed alla dozzina di Missioni francescane e di altri Ordini religiosi in Cina (che servono utilmente anche il pen iero italiano) considereremmo, dicevo, l'opportunità di un riconoscimento: ma ci troviamo di fronte a questo fatto: che proprio mentre noi studiavamo il problema, l'Inghilterra riconobbe il Governo del nuovo regime in Cina; e – come noi – lo fece pensando al suo interesse, e non occupandosi affatto se altri grandi Potenze potessero approvare o disapprovare tale decisione. Ma dopo che l'Inghilterra, che è l'Inghilterra, cioè uno dei più grandi Paesi del mondo, ebbe riconosciuto il nuovo Governo cinese, questo accadde: che nessuna risposta ha ricevuto per l'invio del nuovo plenipotenziario a Nanchino e per l'invio del nuovo plenipotenziario cinese a Londra. In tali condizioni di cose – poichè noi abbiamo sotto gli occhi l'esperimento di un grande Paese che, come noi, poteva desiderare di difendere i propri interessi in Cina con un riconoscimento – aspettiamo la fine di questo incidente; poi, ci regoleremo in conseguenza ed in piena indipendenza.

MARIOTTI. E nel frattempo anche Formosa sarà occupata . . .

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Veramente queste sono cose abbastanza serie e la Cina è un abbastanza grande Paese per cui non appare opportuno dire frasi spiritose.

L'onorevole Pastore mi ha anche domandato chi paga le armi forniteci dall'America nell'àmbito dell'assistenza militare prevista dal Patto Atlantico. Posso dirgli, e posso assicurare con lui gli onorevoli colleghi, che queste armi – e in seguito saranno delle materie prime per le nostre industrie che nostri operai trasformeranno in armi – ci vengono offerte gratuitamente. Perfino il trasporto di esse avviene in gran parte, ed è infatti avvenuto sempre finora, su navi americane, e quindi a spese dell'America. Sfido, del resto, chiunque, che, non dico abbia sentimento e carità di Patria, ma semplicemente buon senso, a biasimare l'operato di un Governo che, di fronte a colossali armamenti altrui, accetta di ricevere gratuitamente, nell'àmbito di una alleanza strettamente difensiva di popoli liberi, armi e materie prime destinate a migliorare l'armamento di quelle poche forze consentiteci dal Trattato di pace, sulle quali noi, come ogni popolo libero, dobbiamo, prima che su ogni altra cosa, basare la difesa del nostro territorio e delle nostre istituzioni. (*Vivi applausi dalla destra e dal centro*).

L'onorevole Pastore mi fece un'altra domanda che ha certo un notevole interesse. Mi domandò come noi consideriamo e come avviene o come non avviene il controllo dell'energia atomi-

ca. L'onorevole Pastore affermò che la Russia respinse il piano Baruch perchè con esso tutta la materia prima per l'energia atomica sarebbe andata a finire nelle mani degli americani. È difficile che io mi dilunghi qui sui dettagli di questi lunghi negoziati, ma dirò solo le opposte tesi, quella occidentale, tendente ad applicare il cosiddetto Piano Baruch, e quella sovietica, tendente alla immediata distruzione degli *stock* di bombe esistenti in America, senza in compenso dare alcuna garanzia di ispezione sulla produzione dell'uranio e del torio, nonchè sulle fabbricazioni della bomba in Russia. Le due tesi si sono dimostrate inconciliabili. È cosa a tutti nota che il Piano Baruch, che il signor Vishinscki avversò così ostinatamente, prevedeva un inventario di tutti i luoghi di produzione dell'uranio e del torio, prevedeva il controllo di tutti gli impianti e dei laboratori, nonchè piena libertà di ispezione nei Paesi produttori di energia atomica. È chiaro, e non occorreva neppure dirlo – gli Stati Uniti lo dissero con la più perfetta chiarezza – che inventario, controllo e ispezione dovevano eseguirsi non da americani ma da una Commissione internazionale di cui i sovietici sarebbero stati ampia parte. Nel Piano Baruck non v'è una sola parola che giustifichi le affermazioni dell'onorevole Pastore nè vi è un solo paragrafo che implichi direttamente o indirettamente che la proprietà delle armi e delle fonti dell'energia atomica debba divenire monopolio americano. Il Piano Baruch tendeva ad aprire tutte le porte, mentre è evidente che la controproposta sovietica ha fatto pesantemente calare tra l'Occidente e l'Oriente la così detta cortina di ferro. Ma vi è di più, uno stretto controllo sui laboratori e sugli impianti di energia nucleare, per qualsiasi fine la si voglia adoperare e perciò anche per fini sociali ed umanitari, è essenzialmente necessario; ciò perchè tutta la lunga serie di operazioni per la utilizzazione dell'energia stessa anche a fini pacifici, è, fino al suo penultimo stadio, identica a quella che presiede alla confezione delle micidialissime bombe, di modo che addirittura enorme è la possibilità di sviamenti a scopi illeciti. Il controllo dovrebbe essere quindi completo e sistematico per divenire veramente efficace e per dare la sicurezza al mondo, sicurezza che il mondo tanto desidera. Il controllo dovrebbe inoltre essere attuato da tutti gli Stati con reciproca e dimostrata buona fede nell'interesse generale dei popoli; a questo scopo umanitario, è bene ripeterlo di fronte ad audaci travisamenti, tendeva esclusivamente il Piano Baruch; la responsabilità della sua mancata applicazione risale a chi lo ha osteggiato e respinto e non a chi lo ha proposto.

L'onorevole Pastore rispondendo, credo, ad un accenno del Presidente del Consiglio, è ritornato sul problema delle responsabilità per il mancato ingresso dell'Italia nell'O.N.U. Debbo dire che la sua argomentazione non mi è parsa degna del suo spirito dialettico generalmente più sveglio. Per dirvi in una sola parola di che si tratta, ecco l'argomento principe dell'onorevole Pastore: voi, signori, dimenticate che a Potsdam la Russia dichiarò e si mise d'accordo con le altre Potenze perchè tutta una serie di Nazioni, ancora nel limbo di fronte all'O.N.U., potesse entrare nell'O.N.U. E non è colpa della Russia – ha concluso l'onorevole Pastore – se l'Italia non è entrata – è colpa di coloro che non hanno ammesso Paesi i quali avevano altrettante carte in regola come l'Italia per entrare nell'O.N.U. e che non sono stati ammessi dagli avversari della Russia. Credo di aver riferito esattamente l'argomentazione dell'onorevole Pastore, ma l'onorevole Pastore ha dimenticato una cosa: che prima di tutto a Potsdam ed a Jalta le decisioni furono *res inter alios actae* . . .

Una voce dai banchi comunisti. Si dice *acta* non *actae.*

SFORZA, *Ministro degli affari esteri.* Grazie, ma con suo permesso qui è plurale, dunque *actae.*

In ogni modo io mi rendo perfettamente conto, tanto è vivo in me il desiderio della equità, che l'Unione Sovietica si fosse sentita in un certo tal quale imbarazzo nel proporre o non ostacolare l'ingresso dell'Italia e lasciare ancora indietro taluni dei Paesi che erano osteggiati da altri. Erano osteggiati da altri per una ragione che naturalmente l'Unione Sovietica può discutere, ma che gli altri possono sostenere perchè – secondo essi – questi Paesi non hanno la pienezza delle istituzioni democratiche che si ritengono necessarie per entrare nell'O.N.U. Ora secondo il sistema direi sperimentale del Governo e del popolo

americano c'è un criterio molto semplice: essi pensano che non sono Paesi democratici quelli nei quali non c'è opposizione. (*Vivi commenti dalla sinistra*). Ma in ogni modo il punto essenziale per noi italiani è questo che la Russia aveva con noi un formale impegno firmato nel Trattato di pace, cioè di favorire il nostro ingresso all'O.N.U. avendo noi, dal canto nostro, ammesso in cambio una serie di gravi nostri oneri verso l'Unione Sovietica; in seguito al Trattato di pace la Russia ha ottenuto da noi fino all'ultima *shylockiana* libbra di carne, tutte le cose che avevamo accettate nel Trattato di pace di darle come controparte all'approvazione per l'ingresso all'O.N.U. La Russia si troverebbe meglio di fronte a noi se ci avesse detto: « sentite, a me non conviene rispettare la parola che vi detti di aiutarvi ad entrare nell'O.N.U. in cambio dell'aver voi firmato il Trattato di pace ». Sarebbe stata una irregolarità, ma se avesse detto: « di fronte a questa mancanza io rifiuto di ricevere tutti i tributi di armi, di navi ecc. » sarebbe stata al suo posto. Non si accettano i doni mentre si rifiuta quello che si deve. (*Applausi dal centro*).

L'onorevole Lussu fece un lungo discorso ed egli mi permetterà se alla maggior parte delle sue argomentazioni risponderò in modo collettivo nella seconda parte del mio dire, ma poichè egli fece talune osservazioni di carattere particolare a queste risponderò qui.

Premetto che sono perfettamente d'accordo con lui circa la necessità di eliminare per sempre la vecchia distinzione tra diplomatici e consoli. Del resto ho presentato alla Commissione degli esteri un progetto di riforma del personale basato essenzialmente su questo concetto. Questo concetto era una necessità assoluta per molte ragioni ma di cui ve ne do una empirica che è probante. Nel vecchio buon tempo, nel tempo del principe di Metternich caro alle letture dell'onorevole Lussu ... (*ilarità*), le ambasciate e le legazioni facevano della cosiddetta alta politica ed i consolati facevano esclusivamente degli affari consolari e commerciali. Ma il mondo ora è così cambiato che noi abbiamo una serie di consolati dove non c'è ombra di interesse economico almeno immediato e che costituiscono invece degli osservatori di prim'ordine di politica, e vi sono legazioni o ambasciate le quali in certi Paesi hanno rare occasioni di fare un serio rapporto politico e si occupano invece molto seriamente di affari economici; non dirò in quali Paesi sono queste ambasciate perchè questi Paesi sono capaci di spingere la vanità in modo così esagerato da non rendersi conto che quei negoziati e quei rapporti sono spesso più importanti di quelli dell'alta politica. Ad ogni modo la questione è risolta. Ella ha perfettamente ragione e mi compiaccio del suo consenso col nostro punto di vista.

LUSSU. La mia proposta era per la democratizzazione della diplomazia.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Questa è proprio la democratizzazione. Se mi permette il collega Pacciardi, è la fine del corpo di Stato maggiore: diventano tutti ufficiali di truppa ... (*Ilarità*).

Dove sono meno d'accordo con l'onorevole Lussu è sul rilievo che egli fece su alcuni funzionari del Ministero degli esteri di cui io mi servii. Direi anche – scusi se le parlo con tutta franchezza ma la franchezza è per me la massima manifestazione di rispetto verso qualcuno – che parlando dell'Ambasciatore Fornari ella non pensò che si tratta di un uomo solitario in Mogadiscio, un uomo il cui prestigio ci è prezioso presso una popolazione infiammabile ed emotiva come tutte le popolazioni africane, un uomo nelle cui mani risiede come evitare gli incidenti e come affermare il prestigio italiano laggiù.

Se la frase dell'onorevole Lussu giungesse laggiù qualcheduno potrebbe trarne argomento di critica o di sogghigno. La verità è – e l'onorevole Lussu sarebbe stato molto facilmente informato da me o da qualche altro se si fosse prima rivolto a me – che l'Amministratore Fornari non ebbe niente a che fare con gli orribili eventi dell'invasione della Grecia, che il capo missione, il Ministro che era in Grecia è ora a riposo, che Fornari non era in Grecia che come segretario senza autorità e che, comunque, per la dignità e la nobiltà del suo carattere fu internato dai tedeschi prima, e fu internato poi, anche dalla Repubblica di Salò. Egli riacquistò la libertà solamente alla liberazione. È quindi un uomo senza macchia.

LUSSU. Le notizie che io ho dato le ho lette sugli annuari della diplomazia di palazzo Chigi.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Le ho detto che era un giovane segretario che si trovava ad Atene. Quello che conta nelle ambasciate è il capo, gli altri sono *perinde ac cadaver*. Quanto poi al Ministro Magistrati che io portai con me a Londra, debbo dire che se ciò feci – dandogli una manifestazione di fiducia – fu perchè da molti degli esuli in Isvizzera, compresi taluni in altissima posizione e taluni anche tra i più rispettabili e intellettualmente più autorevoli del Partito comunista, non sentii che lodi del modo come questo uomo al crollo fascista, fece di tutto per aiutare gli esuli, fece di tutto per facilitare l'afflusso in Svizzera di perseguitati antifascisti. Ella mi dirà forse: ma che fece prima ? A questo punto io vi dico con tutta franchezza: se ho da continuare a stare a questo posto continuerò a fare una profonda differenza fra vecchi fascisti inutilizzabili e funzionari giovani che hanno servito il fascismo al tempo di «faccetta nera», come dice l'onorevole Lucifero (*ilarità*), ma che poi, divenuti maturi, hanno capito meglio la situazione, e di fronte a coloro che ora guidano le sorti della Patria sotto il regime repubblicano e al regime repubblicano sono devoti, hanno riconosciuto che sono più rispettabili, più onesti, e più patriotti dei cialtroni che c'erano prima. Noi dobbiamo esser lieti di avere costoro con noi, perchè avremmo una ben scarsa fiducia nello spirito di irradiazione della Repubblica italiana se mostrassimo di divenire dei domenicani feroci che cacciano gli scomunicati. Sono pronto a ricevere tutti i giovani di buona volontà. (*Applausi dal centro e da destra. Interruzioni da sinistra*).

L'onorevole Lussu mi ha chiesto quali sanzioni hanno avuto gli assassini di poveri infelici italiani in Eritrea. Gli do le notizie che a tutto oggi possiedo: nel febbraio scorso una Corte britannica ha giudicato e condannato a morte i tre attentatori che causarono la morte del dottor Vialma. Più recentemente ancora, l'autore dell'uccisione dell'italiano Nacamurri è stato condannato a morte. Noi facciamo una costante pressione su Londra, perchè intensifichi l'azione di sorveglianza e di repressione del movimento degli sciftà; mi sono state date assicurazioni che la polizia sarà aumentata e che si farà il possibile perchè nuovi eccidi non abbiano luogo. Questi eccidi, del resto, preoccupano l'amministrazione britannica laggiù, anche per il fatto che parecchi ufficiali, sottufficiali e soldati britannici hanno trovato la morte o sono stati feriti gravemente da questi criminosi «bravi».

L'onorevole Lussu mi chiese anche talune informazioni sulla Cirenaica, ma siccome il tempo stringe e debbo rispondere tra breve ad una interrogazione del senatore Cerica, egli mi scuserà se attendo quella occasione per rispondere anche a lui.

Sul discorso notevole dell'onorevole Bergmann, parlerò in occasione del suo ordine del giorno.

L'onorevole Bibolotti ha fatto un discorso di cui io voglio ignorare la spirito astiosamente personale, non per carità cristiana – Dio volesse che fossi così buono – ma perchè mi rendo conto che in questioni così dolorose, come i disastri e i dolori che si verificano negli sviluppi dell'emigrazione attuale, l'ira è troppo giusta: perfino il furore astioso è forse giustificabile. Dove il bravo Bibolotti erra (ma questo per una fatale deformazione pseudo-marxista) è quando procede a un attacco personale verso di me prendendomi per un mito, non per un uomo. Se invece che a Roma, ci fossimo visti nelle nostre montagne e avessimo parlato il nostro aspro dialetto, la nostra conversazione sarebbe stata molto diversa. Egli è stato così ingiustamente duro verso di me perchè egli non ha visto me ma il mito. Il male, il risultato di tanti sbagli, di tanti equivoci da parte comunista dipendono dal vedere non gli uomini nelle loro infinite varietà, ma il tipo. Per lui io ero il tipo del Ministro di un Governo borghese, ero perfino forse il tipo del proprietario, benchè egli dovrebbe sapere quanti redditi si hanno dai poveri terreni in Lunigiana. Auguro a tutti voi di non averne un solo ettaro.

Egli mi ha detto che noi siamo degli scellerati (e spingeva il dito verso di me), favoriamo l'emigrazione, mandiamo allo sbaraglio degli emigranti, in condizioni quasi impossibili per una vita decente, salvo eccezionali condizioni. Egli ignorava due cose – e del

resto che c'è di male che le ignorasse? Non pretendo certo che abbia letto tutti i miei libri e tutti i miei discorsi: sono cose troppo da poco – egli ignorava che c'è un mio libro (che è stato, credo, anche tradotto in italiano) nel quale sostengo questa tesi: l'emigrazione italiana deve essere ristretta al massimo possibile, perchè se c'è una occasione per l'Italia di diventare un giorno grande e potente e prospera – come io credo che possa diventare – è quando decideremo a spendere grandi capitali nell'Italia meridionale e nelle Isole e a dare la possibilità a diecine e diecine di migliaia di disoccupati dell'Italia centrale e settentrionale di andare a creare nuove linfe di forze nell'Italia meridionale e nelle Isole. Questo era il mio concetto ed io, ripeto, non rimprovero l'onorevole Bibolotti di non aver letto quel mio libro ma piuttosto di aver parlato di cose e di uomini che non conosceva.

FARINA. Evidentemente non lo ha letto neanche l'onorevole De Gasperi.

BIBOLOTTI. Ho letto tutti i suoi libri.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Passiamo a un altro punto: l'onorevole Bibolotti ha rilevato una sciocca – più che cattiva – clausola di una legge americana, che divide, nel campo della emigrazione, gli italiani del Nord dagli italiani del Sud come se gli italiani del Nord fossero di una pasta più alta, più nobile degli italiani del Sud, i quali hanno dato i più grandi nostri pensatori da San Tommaso d'Aquino fino a – diciamo – Benedetto Croce, come noi, dell'alta Italia non siamo mai riusciti a dare.

Sappia dunque l'onorevole Bibolotti che su questo punto – invitato da tre famose università – ho pronunziato un discorso nel solo modo che scuote l'americano e cioè usando l'ironia. Dissi che questa fanciullagine di credere che un uomo del nord sia sempre meglio di uno del sud è indizio di ingenuità ed infantilità presso qualsiasi popolo. Sapete bene – dissi – che si tratta di una forma di follia, che ogni Nazione ha il suo nord rispetto al suo sud, e ogni nord è il sud di un altro, nord, e che questo è un caso fra triste e comico di cretinismo universale, di snobismo universale. La cosa – aggiunsi – può ridicolizzare gli Stati Uniti. Quindi, per parte mia sono tranquillo e aspetto che, fra qualche giorno, l'onorevole Bibolotti faccia ammenda onorevole.

Un'altra considerazione, in cui ella mi è parso tratto dalla sua foga in errore, è dove ha detto: non ci deve essere emigrazione. Nei limiti delle cose umane non vanno mai fatte affermazioni in un modo così completo, radicale; guardate questo caso: quando ci sono in una data repubblica sudamericana, in un dato centro dell'Africa, delle correnti emigratorie italiane che si sono create delle posizioni notevoli, ma queste posizioni notevoli rischiano di intisichire per la mancanza di arrivo di nuove linfe, ecco il punto in cui, per quella necessità empirica che deve essere il dovere primo di un uomo di governo (perchè chi è all'opposizione è per suo mestiere infallibile, è per suo mestiere teologico e teorico, mentre un uomo del governo deve vedere le realtà come sono) per queste ragioni altamente giovevoli all'Italia e altamente giovevoli a diecine di migliaia di italiani che hanno una data posizione in Australia o nel Nord Africa, o nel Cile o nel Perù, noi troviamo necessario di favorire un certo avviamento di emigranti, pensando che se avranno qualche sofferenza, coloro che li aspettano sul posto si sentiranno rinfrancati dall'arrivo di compatrioti. Vedete, non bisogna essere così profondamente recisi in un senso o in un altro.

Ma ciò detto, ripeto che sono contrarissimo alla illusione della emigrazione attuale. Credo tuttavia in grave errore l'onorevole Bibolotti, quando dice: « Per quale follia voi fareste degli impianti di capitale italiano in certe regioni, per esempio dell'America latina, per farvi affluire degli emigranti, quando con gli stessi capitali voi potreste tanto più utilmente recare un po' più di civiltà, un po' più di benessere, un poco più di gioia di vivere alla Basilicata, alla Calabria, alla Sardegna e a certe regioni della Sicilia? Certamente ha perfettamente ragione, ma i piani che noi abbiamo studiato, i piani che noi stiamo studiando, sono tutt'altra cosa: essi sono l'applicazione di quello che una volta io chiamai al Senato il piano triangolare per l'emigrazione, cioè, se qualche Stato straniero dia dei terreni atti, se gli italiani diano dei buoni elementi, desiderosi di andare e, se si verifica il punto quarto di Truman, cioè la possibilità che si diano capitali americani

a degli Stati dell'America latina per migliorare le loro condizioni sociali demografiche economiche, tanto meglio; io dico, se in questo caso noi mandiamo degli italiani, lo facciamo per usufruire di capitali stranieri e non capitali italiani, che io sarei sempre deciso a favorire che vadano solamente nell'Italia meridionale e nelle isole. Debbo aggiungere e l'onorevole Bibolotti consentitrà meco: io ho qui gli appunti su varie critiche specifiche che egli fece, ma il tempo stringe; io gli ho detto qui l'essenziale del mio pensiero e mi riservo mandargli per iscritto le prove che, mentre in taluni casi dolori e amarezze, magari torti si sono verificati, nel complesso il quadro non è affatto così nero come egli ha preteso che fosse; gli manderò se lo desidera, tutto ciò che possiedo.

L'onorevole Sanna Randaccio ha fatto un discorso cui risponderò nella parte centrale e finale del mio dire. Ma vi è un punto su cui gli debbo una risposta a parte, perchè ha alluso ad una possibilità di inspiegabile contraddizione tra uno Sforza convinto che non ci sarebbe guerra e un Pacciardi che al contrario avrebbe espresso dei timori (così disse l'onorevole Sanna Randaccio che a Livorno non era) di tragedia, di guerre imminenti. Debbo chiarirgli che non vi è in realtà nessuna contraddizione tra l'onorevole Pacciardi e me. Io ho sempre detto e sostenuto, questa volta non per il mio voluto e talvolta penoso ottimismo, ma perchè profondamente credo, per ragioni obiettive, che nessuna parte abbia interesse a fare la guerra, che guerra non ci sarà, e dicendo questo compio il mio dovere di Ministro degli esteri. Già troppo torbidi sono nel mondo gli eventi, e la mia parola, per poco che conti, se può indurre qualcuno a lavorare serenamente, tanto meglio che sia stata detta. (*Applausi dal centro e dalla destra*).

Ma l'onorevole Pacciardi non disse le parole che a lei onorevole Sanna Randaccio furono riferite; io ero a Londra quando ebbe luogo il congresso di Livorno, so però che non c'erano stenografi, erano una serie di conversazioni alla buona tra antichi e fedeli membri del partito e i capi del partito stesso. Andò così, io l'ho saputo dall'onorevole Pacciardi ma anche da altri che assistettero al congresso, e mi scusi il collega Pacciardi se sono indiscreto, ma meglio è dire la più ingenua verità qual'è, e l'onorevole Sanna Randaccio nella sua lealtà riconoscerà così che non vi è nessuna contraddizione. Taluni dei membri del congresso si lamentavano non so per quali atteggiamenti chiesastici del collega Gonella, si lamentavano in nome di antiche rispettabili fedi . . . E a questa serie di lamentele l'onorevole Pacciardi rispose semplicemente così: « Ma insomma, amici miei, può darsi che abbiate ragione nella più parte dei casi, ma capite voi che queste cose sono un fuscello in una montagna di fieno, di fronte alle nubi che si addensano sul mondo, di fronte alle possibilità procellose che possono minacciare l'umanità ? Credete voi che sia questo il momento di fare crisi ministeriali per una scuola di più o di meno ? Avrete magari ragione, ma ogni cosa a suo tempo, adesso bisogna fare un Governo forte perchè nessuno sa di che cosa è fatto l'avvenire, e delle procelle possono arrivare ».

Come vede, onorevole Sanna Randaccio non c'è nessuna divergenza salvo quella a cui allusi ieri, che un Ministro degli esteri debba avere un certo ottimismo mentre un Ministro della difesa deve invece dire ai suoi uomini: « state accorti perchè tutto può accadere ». Non c'è altro ! Alle altre argomentazioni dell'onorevole Sanna Randaccio risponderò nell'insieme finale del mio discorso.

Quello dell'onorevole Lucifero è un caso alquanto analogo a quello dell'onorevole Sanna Randaccio: che sia una disciplina di partito ? L'onorevole Lucifero ha creduto trovarmi in contraddizione perchè io dissi, alla fine della conferenza di Londra, chiamato a parlare alla radio come gli altri undici plenipotenziari, che veramente si era compiuto un fatto storico, e poi qui avrei detto che si trattava di un solo fatto episodico. In realtà non c'è alcuna contraddizione. Ciò che è accaduto a Londra è episodico perchè non è una svolta radicale, perchè non sono sorti nuovi concetti, perchè è la fortificazione di una situazione esistente, perchè è la aumentata centralizzazione dell'insieme dei dodici Stati che formano il Patto Atlantico; è un fenomeno quindi di un albero che cresce, di un'organizzazione che si rinforza, ed è quindi un fatto naturale: ciò intendevo dire. Ma là dove avevamo presenti i dodici mesi di lavoro e la nascita del Patto Atlantico e la

continuità di questo Patto, potevo ben dire che era un fatto storico aver creato questa costruzione e averla fortificata. Non è quindi alcuna contraddizione tra quel che ho detto a Londra e quel che ho affermato qui in Senato.

L'onorevole Lucifero mi ha anche rimproverato di aver usato il verbo « piatire » quando dissi che non volevo « piatire » per ottenere nuovi riconoscimenti. In proposito egli ha detto: no, lei doveva andare con la cambiale scaduta o scadente e farsela pagare immediatamente. Io dissi e ripeto che in tutta la mia vita ho tenuto come concetto essenziale della dignità italiana di non piatire, di non fare lacrime inutili, di non fare vane scene sentimentali, che determinano un sentimento di irrisione verso l'italiano che agisce così.

Perchè non ho voluto piatire? Perchè sapevo, contrariamente a certe manie di persecuzione che hanno del morboso, che i tre miei colleghi con i quali potevo conversare ad ogni momento, al di fuori della conferenza, su questo problema erano pronti e decisi a dirmi che la loro firma era intatta e che la loro lealtà verso la dichiarazione tripartita era indubitata.

Infatti, in due delle tre conversazioni – le due più importanti – che ho avuto, essi mi ripeterono spontaneamente così: « Naturalmente è inteso che la dichiarazione tripartita permane ». Io lo sapevo e per questo non avevo piatito. Mi dica lei, onorevole Lucifero, se è più utile all'Italia che l'abbiano detto spontaneamente che non se io fossi andato a tirarglielo fuori dalle labbra. (*Approvazioni dal centro*).

Quanto alla prova della validità della dichiarazione sono proprio grato all'onorevole Lucifero che me l'ha data: vi è taluno che dice, come ad esempio l'onorevole Lussu, che la dichiarazione tripartita è una carta stracciata ed inutilizzata; è tanto poco stracciata ed inutilizzata che l'onorevole Lucifero, da oppositore leale, ha detto: « Guai per noi ad accettare il plebiscito, perchè annulleremmo la dichiarazione tripartita ». Vuol dire quindi che è viva e tutelatrice dei nostri diritti. E se non lo ha detto, aggiungo io: niente affatto Territorio libero perchè il Territorio libero vorrebbe dire che i nostri alleati se ne lavano le mani.

L'onorevole Lucifero si lamenta che il mio discorso di Milano non fosse stato preceduto da una necessaria preparazione diplomatica. È vero, feci apposta così; decisi il discorso di Milano perchè avevo ogni ragione di temere (tanto meglio se i miei timori erano infondati; tanto meglio per i futuri possibili negoziati con la Jugoslavia) in quei giorni che in una elezione ammaestrata, come sono ammaestrate tutte le elezioni dei paesi totalitari, venisse un tal trionfo pseudo–titino nella Zona B che incuorasse gli imprudenti e i temerari a fare l'annessione. Credevo poco a ciò ma vi era un rischio e io sarei stato colpevolissimo se non avessi ovviato a questo rischio ed è per questo che tre giorni avanti feci il discorso di Milano che mise all'erta il mondo sul problema. In ogni modo l'annessione non ci fu, voglio sperare che non vi sarebbe stata anche senza il mio discorso, ma io avevo il dovere di fare quello che ho fatto.

Ho finito perchè non voglio fare della letteratura e quindi spiegare a lungo all'onorevole Lucifero quanto dissento dal senso di amore patriottico che egli dà alle canzoni popolari che ha sentito durante la sua giovinezza e la sua maturità e che secondo lui darebbero la prova - esse ! - di un'ardente sentimento patriottico. Il sentimento patriottico è una cosa così alta, così santa, così nobile che non la si deve cercare in piccole canzoni che non escono affatto dal cuore del popolo, ma che sono state fatte da propagandisti militaristici e nazionalistici, a cominciare da *Faccetta nera* che fu ordinata da una velina del Minculpop. La poesia popolare italiana è ben altro, la poesia popolare italiana è dolore e amore; essa ha il suo inizio nelle nobilissime canzoni di Jacopone da Todi e va fin quasi ai giorni nostri.

Questa è la poesia nostra popolare fatta di pietà, di speranza di pace; ed è male interpretare il popolo italiano dire che i suoi sentimenti sono espressi da miserabili piccole canzoni senza alcuna importanza.

LUCIFERO. Come, la Canzone del Piave?

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Cosa c'entra la Canzone del Piave ?

Per quanto riguarda i recenti sviluppi a Trieste e Zona B il nostro atteggiamento può riassumersi nel seguente principio: costante

azione a difesa degli italiani della Zona B; buona disposizione a trattare un accordo diretto con la Jugoslavia per la soluzione finale della questione, soluzione che può essere basata sul rispetto sostanziale della linea etnica nella Zona B.

Presidenza del Vice Presidente MOLÈ ENRICO

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Ciò facendo noi siamo in linea con la dichiarazione tripartita che, riconoscendo il fallimento della soluzione prevista dal Trattato di pace, proponeva alla Russia di accedere alle annessioni italiane, incoraggiando i principali interessati a giungere ad un accordo. Questa posizione viene integralmente mantenuta dai tre Governi firmatari della dichiarazione, come è dimostrato anche dal rapporto del Presidente Truman al Congresso, pubblicato avant'ieri e come - ve l'ho detto or ora - mi è stato spontaneamente ripetuto a Londra dai Ministri degli esteri alleati. Ciò che ora noi chiediamo agli alleati e che io ho avuto occasione di ripetere nei miei colloqui di Londra, e su cui sto agendo ora per via diplomatica, è che da parte americana, inglese e francese, si insista di nuovo a Belgrado perchè il carattere della Zona B non rischi di venire alterato con misure il cui effetto renderebbe difficile un accordo onesto e leale. Ai miei colleghi delle tre Potenze occidentali ho anche illustrato la posizione che la questione di Trieste occupa sul piano generale dei rapporti tra Italia e Jugoslavia e, conseguentemente, tra Jugoslavia e Occidente. Sulla via delle strette relazioni economiche tra l'Italia e la Jugoslavia, noi siamo pronti alle più feconde iniziative, convinti dell'onore che a noi, e alla Jugoslavia con noi, se capirà i suoi veri interessi, ne verrebbe nel mondo. È anche interesse stesso di Trieste, e, direi, la legge stessa della vita di Trieste, di sviluppare intorno alla città e all'italianissimo golfo, che Trieste domina, una sempre più vasta rete di scambi internazionali. Circa la Zona B ho già detto nettamente il mio pensiero; non accetteremo - mai - una transazione che sacrifichi nuovi italiani. Mai! (*Approvazioni da destra e dal centro*). Ma, come ha detto un illuminato rappresentante della zona di confine, il senatore Tessitori, in un discorso che è un alto servizio reso alla verità e ai permanenti interessi dell'Italia, noi siamo disposti ad applicare, nella Zona B, quella linea etnica che può sola rappresentare la giustizia. Con l'autorità che gli viene anche dal suo luogo di nascita, l'onorevole Tessitori vi ha detto quanto ha da guadagnare l'Italia da una feconda intesa con un Paese complementare al nostro come la Jugoslavia. Di ciò - voi lo sapete - io fui sempre convinto, fin dal Trattato di Rapallo. Ma ora ben posso aggiungere che, per cambiate condizioni generali, la Jugoslavia ha da guadagnare ancor più di noi dall'accordo. Vorrei che tutti riflettessimo a questo, che se l'Italia è sicura - come lo è - della sua vitalità futura, essa non potrà svolgerla che con una politica di amicizia con i popoli vicini: le altre vie non porterebbero, alla lunga, l'abbiamo ben visto, che a frutti di cenere e tosco. Naturalmente, i comunisti e i loro alleati vorrebbero tutt'altre cose: vorrebbero - in artificioso connubio con una parte opposta - un abisso sempre più profondo con i nostri vicini. Taluni di essi vorrebbero anche, se non lo dicono o se non lo vedono, aperta la porta sul Quarnaro a trionfali arrivi tuturi di una gigantesca potenza che ci soffocherebbe, anche non volendolo, col suo vicinato. (*Approvazioni dal centro e da destra*). È per questo che essi reclamano la ricostituzione del Territorio libero; il ritorno puro e semplice al Trattato di pace.

È questa la loro ultima trovata. Il loro ultimo atteggiamento coincide non soltanto con la nota russa, che chiede esattamente la stessa cosa, ma anche con una recentissima sorprendente presa di posizione del Governo sovietico, che esige l'applicazione integrale del Trattato di pace per Trieste, cioè la costituzione del Territorio libero, quale condizione per la conclusione del Trattato di pace con l'Austria. A queste strane e machiavelliche connessioni noi opponiamo il più reciso rifiuto. (*Commenti dall'estrema sinistra*).

Noi che abbiamo da occuparci soltanto ed esclusivamente dell'interesse nazionale vediamo tutto il pericolo di manovre che mirerebbero a portare confusione in un settore di altissima importanza politica e strategica, e che forse mirano a compromettere per molto tempo

ancora la possibilità di un accordo tra Italia e Jugoslavia. Si pensi a questo anche a Belgrado, lo dico nell'interesse del Governo jugoslavo e vorrei sperare che là lo si intenda.

Concludo e mi riassumo, perchè voglio essere chiaro con tutti. Circa la necessità che si renda normale la situazione per gli italiani nella Zona B, il Presidente del Consiglio, in questa Aula, ed io nel mio discorso alla Camera, abbiamo, come ha ricordato ieri l'onorevole Sanna Randaccio, espresso con fermezza il nostro pensiero ed anche i limiti della nostra pazienza; ciò che dicemmo rimane intero. Certo, sapendo di servire gli interessi supremi della Patria, abbiamo sempre tenuta aperta una porta alle conversazioni dirette, qui auspicate con tanta chiarezza dal senatore Tessitori, tanto più convinti che quella è la buona via quanto più si almanacca intorno a quell'aborto di territorio libero, che rappresenterebbe una trappola rischiante di condurre, alla lunga, alla perdita completa non solo della Zona B, ma anche di Trieste.

Ma è evidente che, per un felice inizio di negoziati diretti, dovrebbero cessare le meschine persecuzioni dei nostri connazionali e ristabilirsi la libertà delle comunicazioni tra le due parti del Territorio libero: a questa pregiudiziale ci è impossibile di derogare, come ho detto anche nei colloqui di Londra.

Mi permetta il Senato, nell'interesse dei nostri fratelli della Zona B, che appunto perchè soffrono, sono oggi ancora più vicini al nostro cuore, di non aggiungere altro per ora. Questo è uno dei casi in cui un'aspettativa silenziosa è, per il momento, la più opportuna, ma si sappia, anche, qui e sulle rive del Quarnaro, che noi conosciamo i nostri doveri nazionali e che non li dimenticheremo mai. (*Vivi applausi dal centro e dalla destra*).

E con ciò avrei finito sulla questione di Trieste, ma poichè ho trovato stamattina per caso un ritaglio del « Times » di Londra, che riproduceva un discorso che feci improvvisato colà, in occasione dell'inaugurazione dell'Istituto italiano di fronte ad un pubblico delle più eminenti personalità del Governo e della società inglese, ne leggerò le frasi finali all'onorevole Lussu, per dimostrargli quanto è stato male informato quando ha definito i miei discorsi di Londra come patetici, melati, zuccherati; quello che ho detto or ora qui per la gente del Quarnaro e per il popolo in Roma, lo dissi, con franchezza che sorprese, a Londra. Ecco la fine del mio discorso. Vi traduco: « Noi non accetteremo mai che gli italiani che vogliono essere italiani, siano strappati da noi. Ma riconosciamo che quelli che si considerano slavi, possono invece – se lo desiderano - passare al Paese vicino. Io non parlo con orgoglio, non parlo con violenza. Non voglio altro che ciò che è italiano. Io so, lo ho sempre detto, che la pace è uno dei più grandi bisogni per tutti e che il più grande tesoro, per un popolo sicuro del suo avvenire come l'italiano, è appunto la pace, senza bisogno di conquiste. Ma noi però – vi avverto, amici inglesi – noi siamo per la pace con la giustizia, perchè noi siamo una Nazione piena di vita; una pace senza giustizia sarebbe un miserabile armistizio al quale non ci inchineremo mai. Noi non potremo mai inchinarci ad una pace che sia senza giustizia ! ».

Mi dica l'onorevole Lussu se egli desiderava un altro linguaggio.

Mi avvicino alla fine, a dirvi tutto ciò che vi ho già detto *in nuce* circa la Conferenza di Londra, ma che ha bisogno di essere più chiarificato.

Il problema fondamentale della Conferenza di Londra si può riassumere con un solo concetto: il consolidamento della pace. Sia l'organizzazione politica dell'Occidente, sia la decisione e la volontà che si continui ad elevare il livello sociale ed economico dell'Europa, fanno parte di un solo proposito: scoraggiare qualsiasi velleità aggressiva sul piano internazionale come su quello interno; fare delle nostre associazioni un mezzo di prevenzione (che è il contrario della repressione), chiudere la porta all'eventuale aggressore sul piano politico, sul piano militare, mantenendola sbarrata anche su quello economico, sociale. In questo senso, le decisioni di Londra si legano tutte; le politiche come quelle economiche, quelle militari come quelle diplomatiche.

Ma, oltre i risultati precisi vi sono – per chi sa vedere – anche gli imponderabili, poichè anche di questi debbo rendere conto. Si è creata a Londra una impressione così detta di « atmosfera », che è sembrata a me ed a tutti i miei colleghi, fondamentale. Alludo ad

un senso fermissimo di nuova e più profonda solidarietà; una più precisa convinzione di provvedere ognuno alla difesa di tutti e tutti alla difesa di ognuno.

È infine l'assoluta concordia negli intendimenti di giungere ai risultati pratici a brevissima scadenza. Onde, come già vi dissi l'altro ieri, la creazione di un comitato coordinatore di veri e propri rappresentanti dei Ministri degli esteri; onde le decisioni di affiancarlo con un corpo permanente, composto di persone dalle più alte qualifiche; onde la immediata diramazione ai comitati tanto economici quanto militari, di istruzioni e di direttive da attuare senza il minimo dubbio. Se volessi dunque riassumere con un giudizio generale e complessivo questa Conferenza, direi che essa mi ricorda, per la sua importanza morale, la nostra prima riunione per il Piano Marshall tenuta a Parigi; tra poche settimane saranno tre anni. C'è purtroppo questa differenza, che Marshall fece onestamente e generosamente la sua offerta all'Europa intera e che parte dell'Europa la rifiutò o fu costretta a rifiutarla, mentre Acheson, conscio dell'accresciuta tensione internazionale, dovuta all'espansionismo orientale, ha tenuto presente il concetto di allargamento degli spazi che ispirò il suo predecessore, ma lo ha applicato a quella solidarietà internazionale fra i popoli di uguale tradizione e mentalità che, a rischio che l'onorevole Lussu mi prenda per un torvo clericale, chiamerò solidarietà cristiana.

Circa l'atteggiamento degli Stati Uniti, è degno della massima attenzione il fatto che, pur ammettendo che l'espansionismo sovietico nell'ultimo anno ha fatto progressi, fra apparenti e reali, in Asia e nel Pacifico, da parte americana è stato riaffermato a Londra che, per prima cosa, ciò che conta è la garanzia e la difesa dell'Europa.

Certo, grandi piani sono stati avviati a compimento per arrestare in Estremo Oriente la marcia militare comunista, piani che dovranno tener conto però della volontà di indipendenza dei popoli che sentono passata per sempre l'èra delle colonie. Ma l'essenziale rimane, secondo la impostazione programmatica esposta fermamente da Acheson alla Conferenza di Londra, cioè il fatto che gli Stati Uniti si sentono ormai indissolubilmente legati all'Europa per difendere insieme nella pace quel sistema di vita democratico che ha per sempre fugato dall'occidente quel medioevo che più o meno lentamente finisce sempre per affiorare, in tutte le burocrazie totalitarie.

Da quanto vi ho detto fin qui, risulta evidente che le finalità della Conferenza di Londra sono state pienamente raggiunte, sia nello spirito che nella sostanza delle decisioni prese. Risulta altresì evidente che queste finalità sono tutte essenzialmente ed esclusivamente rivolte a consolidare la pace europea e mondiale. Queste finalità mirano a interessi collettivi delle nazioni democratiche, ma nello stesso tempo anche agli interessi specifici di ciascuna delle nazioni partecipanti, giacchè non solo la difesa della pace e quella dell'integrità territoriale delle singole Nazioni, ma anche la difesa dell'integrazione economica fra le varie Nazioni e quella del livello di vita di ciascuna nazione sono troppo evidentemente, concetti convergenti o addirittura identici, almeno in una civiltà come la nostra che non ammette schiavismi o campi di lavori forzati.

A quelli che in Italia discettano ancora sull'utilità o meno per il nostro Paese di essere presente nell'alleanza atlantica in relazione alla possibilità di risolvere nel migliore dei modi gli ultimi problemi lasciatici in eredità dal fascismo e dalla guerra, problemi che stanno tanto a cuore al Governo e a tutto il popolo italiano – e qui mi rivolgo specialmente all'onorevole Sanna Randaccio – noi, Governo della Repubblica italiana, dobbiamo rispondere una volta per tutte in maniera assoluta: la politica di collaborazione internazionale, la politica europeistica che il Governo ha concepito e realizzato per riscattare l'Italia dal disastro in cui il fascismo gettò il popolo disarmato, e liberarci progressivamente, come sta avvenendo, dai legami di un trattato che fu ingiusto perchè fu il mediocre compromesso delle aspre gelosie tra i quattro Grandi, rimane l'unica possibilità per assicurare libero sviluppo al nostro Paese. Il nostro modo di concepire il progressivo ritorno a fronte alta dell'Italia nella comunità internazionale ci ha portato, a titolo di uguali, nella società atlantica; e qui, intendiamo bene, bisogna misurare quello che si è ottenuto e non meno quello che sarebbe accaduto se avessimo agito altrimenti, se per paura

di responsabilità avessimo dato ascolto ai consigli di chi voleva un'Italia muscna, isolata in un mondo che ci avrebbe ignorato e che avrebbe marciato avanti senza di noi. Se l'Italia si fosse estraniata dalla comunità delle Nazioni che per vocazione e tradizione più le sono vicine, il nostro popolo soggiacerebbe ora a un tal senso di inferiorità e di impotenza che ci impedirebbe qualsiasi azione e qualsiasi legittima rivendicazione e ancor peggio ci lascerebbe soli in balìa di qualsiasi accidente interno ed estero. (*Commenti dalla sinistra*).

Se noi oggi non facessimo parte del corpo delle Nazioni democratiche, con chi discuteremmo i problemi che riguardano l'esistenza stessa della nostra Patria? Forse attenderemmo che i problemi che più ci toccano da vicino fossero decisi al di fuori di noi e a nostra insaputa? Ecco che cosa accadrebbe: staremmo ad attendere fuori della porta tra il sogghignare di coloro tra noi che avrebbero l'interesse a rinfocolare vecchi e nuovi rancori, lucrando sui fallimenti sicuri e forse desiderandoli per trascinare il Paese verso avventure di un nuovo totalitarismo. Anche in certe critiche espresse durante questa discussione non avete voi sentito talvolta, se pur raramente, l'inespresso desiderio di un « tanto peggio, tanto meglio? ». In un tale stato di animo sono solidali tanto certi nostalgici di un passato parolaio, quanto altri desiderosi di un avvenire schiavistico; questo atteggiamento ci basta per farci sentire che la nostra via è, malgrado inevitabili difficoltà, la sola feconda e sicura. A chi ci parla di « carte » che l'Italia dovrebbe giocare contro gli stessi alleati di oggi, rispolverando vecchi arnesi dannunziani o eroicomiche sbattute di porta che gioverebbero solo ai nostri oppositori interni ed esteri, rispondiamo solamente che l'unica grande carta che l'Italia si è guadagnata per il suo bene dopo la guerra, se l'è guadagnata con un lavoro quotidiano di difesa del regime democratico all'interno e mediante una collaborazione sempre più stretta con le nazioni europee ed atlantiche sul piano diplomatico; l'unica nostra grande, vera carta, ripeto, è quella che oggi ci fa partecipare in qualità di alleati alla più grande opera pacifica che sia stata mai concepita dalla storia, alla creazione graduale, ma sicura, di una vera e propria federazione di popoli liberi, forti di circa 400 milioni di anime, che pensano e sentono gli stessi ideali e che allo stesso modo sono pronti a difenderli. (*Approvazioni dal centro*).

Non mi pare che si possa giustificare chi dice, con una puerile illogicità da propagandista di piazza, che la pace nel mondo si può difendere solo attraverso le insurrezioni e le guerre. A tali vaneggiamenti noi rispondiamo che la pace si difende soltanto con l'eliminazione dello squilibrio di forze che oggi minaccia il mondo. Per ristabilire un equilibrio di pace è necessaria una sempre più stretta collaborazione economica e politica dell'Europa libera con gli Stati Uniti e col Canadà, due popoli assetati di pace.

Ma qui debbo aggiungere un'osservazione. Se l'equilibrio mondiale potrà essere aiutato da nuovi incontri in sede di Assemblea delle Nazioni Unite, se, ad esempio, lo stesso Segretario generale delle Nazioni Unite riuscirà ad ottenere qualche soddisfazione nella serie di contatti da lui intrapresi, tutti avremo ragione di rallegrarcene altamente, e anche l'Italia, che non fa parte dell'O.N.U. per colpa del veto sovietico – come ve ne ho dato nuova prova rispondendo al senatore Pastore – anche l'Italia non potrà che compiacersi se qualche spiraglio di luce farà sperare in una distensione generale.

Ma ogni tentativo del genere avrà poche possibilità di riuscita finchè i dirigenti sovietici che, come i loro portavoce, qui, si dicono, a parole, progressivi, i soli ed esclusivi progressivi patentati, si svelino in realtà nel campo internazionale i più tenaci assertori della ragione di Stato e di quella assoluta sovranità degli Stati che io per parte mia mi dichiaro da anni disposto ad attenuare, ad una sola condizione beninteso: che gli altri Paesi facciano altrettanto. (*Approvazioni dal centro*).

SALVAGIANI. Come fa l'America!

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Articolo 11 della Costituzione! (*Vivaci commenti ed interruzioni dall'estrema sinistra*).

SCOCCIMARRO. Parità di condizioni! Articolo 80 della Costituzione! (*Interruzioni dal centro*).

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. È più comico che triste il constatare che ogni volta che il nostro Governo compie un nuovo passo verso quelle forme di garanzie collettive, che

sono le uniche possibili ed efficaci quando la minaccia rivesta le dimensioni che tutti conoscono, e che sono del resto la via dell'avvenire perchè si va sempre più verso la diminuzione delle frontiere; è veramente più comico che triste, ripeto, che si gridi da parte comunista alla minaccia delle rinunce della nostra sovranità nazionale. Metternich poteva parlare così.

NEGARVILLE. Ma lo fate per diventare servi dell'America! (*Vivaci interruzioni dal centro*).

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. È quasi umiliante per la dignità di questa Assemblea di dover fare la seguente semplicissima osservazione: che ogni passo, ogni impegno, ogni più modesto trattato economico di quelli che voi approvate a dozzine dietro mia presentazione sono tutte delle vere e proprie limitazioni reciproche della nostra sovranità nazionale e tutti naturalmente debbono essere approvati dal Parlamento. Alla Commissione degli esteri e qui in Aula i nostri onorevoli colleghi comunisti le approvano senza battere ciglio e poi essi si inalberano, quando si tratta di limitazioni concepite nel senso più necessario e importante e se l'onorevole Lussu, mi permette, più cristiano, come quello di togliere alle Nazioni il diritto di fare la guerra. Queste integrazioni comporterebbero forse un dubbio atroce. Ma no, io lo scarto e mi contento solo di dire che i polemisti pseudo progressivi che fanno da oche del Campidoglio attorno ad una odiosa medievale sovranità nazionale incontrollata rivestono di parole che essi credono patriottiche il concetto dell'isolamento e di una neutralità che – ve lo proverò più tardi – lo stesso pensiero sovietico considera odiosa ed intollerabile. Noi invece che vogliamo al di sopra di tutto la pace, la pace senza riserve mentali, siamo fieri di aver contribuito a Londra al rinsaldamento di quelle solidarietà che sono un primo passo verso la diminuzione delle sovranità nazionali; ciò facendo, non lo si dimentichi, noi abbiamo ubbidito ad uno dei precetti più nobili ed onorevoli sanciti nella Costituzione della Repubblica italiana. Per concludere circa la Conferenza di Londra e completando quanto vi dissi avant'ieri, io vi sottoporrò in sintesi alcune considerazioni circa le questioni militari ed economiche.

Circa le questioni militari.

Primo. A Londra è stata riconosciuta la necessità di un'ulteriore accresciuta mutua assistenza nel campo militare come quella di cui usufruiamo attualmente da parte degli Stati Uniti. Ciò è tanto più notevole se si pensa che formalmente il Congresso degli Stati Uniti aveva votato i crediti militari per un anno solo.

Secondo. È stato esplicitamente riconosciuto che anche per via di tale assistenza le risorse conbinate dei membri del Patto Atlantico saranno sufficienti, una volta coordinate, a garantire lo sviluppo difensivo senza indebolire il progresso economico e sociale dei rispettivi Paesi. È questo un punto fermo della azione comune delle democrazie che deve essere tenuto bene a mente e fatto valere contro ogni propaganda straniera. Le democrazie hanno la volontà e la possibilità di difendersi senza mettere in pericolo le conquiste sociali e il benessere economico dei lavoratori.

Terzo. È noto che la Conferenza di Londra ha approvato il piano difensivo elaborato dagli organi tecnici. Una domanda non può non venire spontanea in mente a tutti gli italiani e anche a coloro che hanno fede incrollabile nella capacità difensiva delle democrazie. Nella ipotesi di una aggressione, ipotesi cui non ho mai creduto e dopo le decisioni di Londra deve apparire a tutti inverosimile, vi è la possibilità, mi si può chiedere, vi è l'intenzione di difendere integralmente tutta l'area delle Nazioni nord atlantiche e di respingere sin dall'inizio e dovunque si verifichi, l'aggressione? Sono in grado di rispondere categoricamente: sì, c'è questa possibilità. Questo è l'obbiettivo, un obbiettivo che prestissimo raggiungeremo. (*Applausi dal centro*).

Vengo ora alla questione economica, ed avrò finito. È stato riconosciuto che la pace mondiale sarebbe malsicura se un nuovo impulso non venisse dato al benessere e al progresso economico e sociale di tutte le Nazioni libere. Nulla vi è di più falso della tesi propagandistica che le democrazie, per difendere la propria libertà, siano giunte al dilemma nazista: burro o cannoni. Si tratta di un dilemma proprio degli Stati aggressori e totalitari e appunto coloro i quali stanno facendo questa propaganda, ben sanno dove, nell'attuale momento, tale dilemma possa diventare di attualità.

A Londra è stato stabilito che le Nazioni del Patto Atlantico studieranno le modalità per incoraggiare la collaborazione e la integrazione economica tra di esse, a termini dell'articolo 2 dello Statuto, pur tenendo presente il lavoro delle organizzazioni internazionali che già agiscono in questo settore. Si tratta di una decisione di fondamentale importanza: il vostro rappresentante vi contribuì con tutte le sue forze. Sinora l'integrazione e la collaborazione economica era stata concepita come una primaria esigenza europea da realizzarsi pel tramite dell'O.E.C.E. per assicurare un generoso ausilio economico da parte degli Stati Uniti, ma solo fino al 1952. Ora, gli Stati Uniti, e anche il Canadà, la cui importanza politica ed economica vanno ogni giorno crescendo, hanno deciso di studiare una permanente cooperazione con tutte le Nazioni incluse nell'O.E.C.E., tra le quali ve ne sono che non fanno parte del Patto Atlantico: Germania, Svizzera, Svezia, Irlanda, Grecia e Turchia. Insomma, lo si voglia o no, è l'Europa organizzata che si mette in cammino, e si mette in un cammino che sempre più garantisce la sua ricostruzione economica, come prova l'annunzio datoci da Acheson, che gli Stati Uniti stanno già studiando le modalità di una loro più attiva integrazione con le altre economie delle Nazioni libere, anche nel preciso intento di impedire la crisi che tutti temevano per il 1952. Sia dunque ben chiaro che il timore di un regresso del benessere delle popolazioni del Patto Atlantico a seguito di una più decisa organizzazione collettiva di difesa per salvaguardare la pace, è assolutamente infondato. Avrei così detto tutto, ma posso aggiungere: qualcheduno forse mi chiederà: « E l'azione dell'Italia quale è stata ? » Risponderò brevissimamente: poichè i fatti varranno presto più delle vanterie, mi limiterò a dichiarare che io ho sempre e soprattutto insistito sui punti seguenti: primo, la necessità di garantire nel modo più efficace la sicurezza e l'integrità di quei territori che si trovano in posizione più esposta di fronte ad eventuali minacce; secondo, la necessità di assicurare la cooperazione tra l'organizzazione atlantica e quelle organizzazioni europee - soprattutto l'O.E.C.E. - in cui sono inclusi Paesi che non fanno parte del Patto Atlantico; terzo, l'utilità di pervenire, nell'interesse della pace, ad una revisione, su base reciproca, della parte antiquata del concetto di sovranità nazionale; quarto - ma questo nei colloqui privati e non nelle riunioni ufficiali della conferenza, salvo nel mio discorso iniziale - la necessità di aiutarci, per risolvere in modo onorevole la situazione creatasi ai nostri confini orientali, facendo sentire che una distensione prima, ed una soluzione di equità poi, sono di interesse italiano ma anche di interesse universale.

Ora, vi ho esposto tutto il mio pensiero, ma credo che non sarei completo se non osservassi, con tutti voi, che al disopra di tutti gli altri problemi, per gravi che siano, vi è un taglio divisorio che è l'approvazione o la non approvazione del Patto Atlantico; e su questo punto voglio dire poche parole ma franchissime. Io avrei maggior rispetto per le argomentazioni e la sincerità delle obiezioni dell'opposizione se al nostro deciso volere di appartenere alla comunità atlantica ci si opponesse: ma sarebbe un migliore affare appartenere alla comunità orientale ! È una tesi. (*Interruzioni dall'estrema sinistra*).

Voci dalla sinistra. Chi lo ha detto ?

SFORZA, *Ministro degli affari esteri.* Lo dico io. So benissimo che voi non lo dite ed è per questo che se lo diceste mi parreste più logici.

PASTORE. Ma che cosa c'entra ?

SFORZA, *Ministro degli affari esteri.* Questa sarebbe una linea, scegliere un'altra civiltà ed un altro mondo; quello che è falso, falso per la storia, falso per la realtà attuale, falso per il prossimo avvenire, è parlare di neutralità. Nel mondo attuale non c'è posto per la neutralità ed io ai nostri onorevoli colleghi comunisti non voglio affatto dire opinamenti miei o di gente che pensa come me; citerò loro ben altri testi.

Incomincio ad osservare - perchè questo è connesso - che l'onorevole Lussu che ha trovato che tutto ciò che non è entusiasmo per il comunismo pute profondamente di fascismo, ha dimenticato un episodio - e sono nel campo della neutralità - svoltosi in un Paese di cui, per i nostri comuni dolori, egli come me ben conosce la storia politica: la Francia. In Francia s'è risvegliato, lodato, propagandato un piccolo ma importante movimento per la neu-

tralità. Com'è che la Francia, che accettò con tanto entusiasmo il concetto del Patto atlantico, ha ora dei membri dell'Accademia di Francia, degli scrittori, dei polemisti notevoli che parlano di neutralità ? L'onorevole Lussu, che conosce bene quel Paese, vada a vedere quei nomi, vada a vedere ciò che essi significano, vada a vedere ciò che essi hanno nel cuore, sono tutti dei petainisti, dei partigiani di Laval; sono tutti della gente che adorarono l'*État français* di Pétain basato sulla pura autorità di un uomo, Stato privo di ogni libertà. Questa gente odia la democrazia, questa gente odia l'idea di libertà e si rifiuta d'apparire come gente che si è sbagliata, per cui grida: « neutralità ! » Essi pensano: « Non ci importa della Francia, non ci importa che la Francia sia difesa, non ci importa che sia portata alla vittoria; ci basta che non sia portata alla sicurezza dai democratici e dai socialisti ». (*Rumori dalla sinistra*). La realtà è che questi neutralisti, questi partigiani di Pétain, sono quelli stessi che dissero: « Perchè dovremmo morire per Danzica ? ».

Questa è l'armata che grida: neutralità.

PASTORE. Non è vero affatto.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Chi non la vorrebbe se fosse possibile, la neutralità ? È desiderabile la neutralità ? Certamente sì. È possibile ? Certamente no.

Ed io vi ho detto che non vi darò delle nuove argomentazioni, oltre le numerose che ho esposte durante la discussione sul Patto Atlantico. Porterò qui invece alcune citazioni di una importanza ideologica molto notevole.

L'India vuole la neutralità. Ha proclamato la neutralità. Ed ecco 15 giorni fa un giornale sovietico che ha scritto un articolo, dicendo: va bene, ma l'India dovrà decidersi un giorno, se no . . . E voi tutti sapete che cosa significa un articolo di un giornale, in Russia. (*Commenti dalla sinistra*).

Circa la Svezia, grande, antico e glorioso Paese, ora ridotto ad una felice ricchezza, che desidera esclusivamente la neutralità, che ha optato appunto per la neutralità, e, perchè è vicino ad un grande colosso non ha neppure aderito al Patto Atlantico, il giornale « Tempi nuovi » scriveva qualche giorno fa: « La neutralità svedese serve agli aggressori; essa è un pericolo per la causa della pace ».

Circa la Svizzera, neutrale, pacificissima da quattro secoli, la « Literatur naja Gazeta » scrisse pochi giorni fa: « Il Governo elvetico non può essere che un complice dei fautori di guerra se continua ad essere neutrale ».

Queste possono parere osservazioni specifiche circa Paesi che vogliono assolutamente la neutralità; ma nella « Pravda » onestamente è stata scritta l'altro giorno una frase che ha un valore generale: « Nella lotta contro i nemici della pace e dell'Unione sovietica, non vi può essere neutralità ». Può darsi che quando i nostri avversari parlano di neutralità, pensino ad una neutralità che lasci aperti i nostri confini per dei liberatori. (*Rumori dalla sinistra*).

SALVAGIANI. Li fermerete voi con le vostre divisioni ! (*Rumori e proteste dal centro e dalla destra*).

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Prendete atto di ciò che avete udito in questo momento; è la prova della verità di ciò che vi dicevo; che in certe parole di neutralità c'è il desiderio di sconfitta del popolo italiano. (*Vivi applausi dal centro e da destra*).

Noi vogliamo la pace, noi faremo tutto al al mondo per avere la pace, ma la pace non si ha chinandosi pavidi e umili di fronte ad ogni paura o di fronte ad ogni vento che venga da oltre confine. Questo lo fece l'Italia per secoli, quando era divisa in cento piccoli Stati. Dopo il Risorgimento italiano, dopo i cinquecentomila morti per la completa unità d'Italia durante la prima guerra mondiale, noi non possiamo avere questo genere di neutralità; noi vogliamo la pace, noi faremo tutto per la pace, ma da uomini liberi, e per questo abbiamo stretto alleanze di pace. Non vogliamo avere la pace di un volgo disperso che nome non ha! (*Vivissimi applausi dal centro. Grida di: « Bravo! » I Ministri e molti senatori si congratulano con l'oratore*).

PRESIDENTE. Passiamo ora all'esame degli ordini del giorno. Primo è quello del senatore Franza; non essendo presente il senatore Franza, si intende decaduto.

Segue l'ordine del giorno dei senatori Bergmann, Cingolani, Mazzoni e Sanna Randaccio. Prego l'onorevole Ministro di esprimere il suo parere in proposito.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Rispondendo l'ordine del giorno al pensiero stesso del Governo, lo accettiamo.

BERGMANN. Chiedo che il Senato lo conforti con il suo voto.

PRESIDENTE, Pongo in votazione l'ordine del giorno dei senatori Bergmann ed altri accettato dal Governo. Chi l'approva è pregato di alzarsi.

(*È approvato*).

Segue l'ordine del giorno del senatore Pastore. Prego l'onorevole Ministro di esprimere il suo parere in proposito.

SFORZA. *Ministro degli affari esteri*. Queste sono cose che è desiderio e dovere del Governo di fare; ma il proporle con una specie di volontà ostile, è spiacevole per chi era deciso a farle spontaneamente; quindi, non accettiamo l'ordine del giorno del senatore Pastore. (*Clamori dalla sinistra*).

PASTORE. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

PASTORE. Devo dichiarare che il contegno del Ministro è intollerabile. (*Rumori*). Il signor Ministro ha dichiarato che aveva intenzione di fare ciò che è richiesto nell'ordine del giorno, però siccome è stato richiesto di farlo, egli non lo farà più. Le intenzioni del Governo sono sempre intenzioni e i fatti non vi corrispondono mai.

Primo, faccio osservare che chiedo qui comunicazione al Senato di un accordo economico che il Ministro nel suo discorso ci ha detto che è stato concluso il 20 marzo a Londra il che significa che questo accordo è stato fatto in occasione della nostra andata in Somalia; per quale ragione allora quando si è discusso qui e alla Camera dei deputati il nostro ritorno in Somalia il Ministro e il Governo non hanno detto una sola parola su questi accordi economici? Per quali ragioni noi abbiamo dovuto venire a sapere che esisteva un accordo economico (il quale ci impone degli obblighi finanziari, il quale ci obbliga a pagare parecchi miliardi per varie ragioni più o meno giustificate), solo dal «Corriere della Sera» e non da un membro del Governo? Se il «Corriere della Sera» non avesse denunciato il fatto, il Governo avrebbe continuato a tacere e il Parlamento non avrebbe saputo che il Governo aveva firmato un accordo economico sulla Somalia con l'Inghilterra.

Orbene, chiedo se questo è serio, chiedo al Ministro se è questo il modo con cui egli rispetta il Parlamento.

Ho chiesto con il mio ordine del giorno precisamente delle cose che corrispondono esattamente al diritto del Parlamento; ho chiesto al Governo di comunicare un accordo economico che fino ad oggi è stato tenuto segreto; ho chiesto al Governo di presentare un bilancio preventivo il quale ci dica quale onere ci arrecherà la Somalia. Non ho chiesto quindi nulla di eccezionale, nulla di straordinario, e non ho menomamente inteso pregiudicare l'avvenire del bilancio. Il bilancio sarà approvato, lo approverete senz'altro, ma mi pare che l'aver chiesto al Governo la presentazione di un bilancio preventivo per tutte le spese alle quali andiamo incontro in Somalia non sia affatto un atto di scortesia e di opposizione. Noi invitiamo semplicemente il Governo a fare ciò che avrebbe dovuto fare da parecchio tempo.

Per queste ragioni insisto sul mio ordine del giorno.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Vorrei esprimere un pensiero che è di lealtà nella discussione e di lealtà verso la pubblica stampa. Se l'onorevole Pastore avesse presentato questo ordine del giorno senza un discorso pieno di dubbi, di sospetti e di accuse non avrei avuto nessuna difficoltà ad accettarlo. (*Vivissime prolungate interruzioni dalla sinistra*).

NEGARVILLE. Questo è il modo di liquidare il Parlamento!

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Io ho dichiarato che mi impegno a presentare a suo tempo tutto quello che è qui richiesto, ma non desidero accettare ordini del giorno che seguono ad una serie di sospetti i quali farebbero dire a certa stampa che Pastore con un suo ordine del giorno ha obbligato il Ministro, con la testa nella polvere, ad accettarlo: questo no! (*Applausi dal centro. Vivissime interruzioni dalla sinistra*).

MUSOLINO. E vi chiamate democratici. Siete dei fascisti!

PRESIDENTE. Pongo in votazione l'ordine del giorno del senatore Pastore, non senza esprimere il mio dispiacere così per le frasi pronunziate da lui come, per la motivazione personalistica in base alla quale il Ministro ha respinto l'ordine del giorno. (*Commenti*).

Chi approva l'ordine del giorno è pregato di alzarsi.

(*Non è approvato*).

SCOCCIMARRO. È uno schiaffo al Parlamento che voi date! (*Vivi rumori, scambio di invettive*).

PRESIDENTE. Passiamo all'ordine del giorno del senatore Lussu: « Il Senato non approva la politica estera del Governo ». È inutile domandare all'onorevole Ministro degli affari esteri se accetta questo ordine del giorno.

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Non lo accetto.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare l'onorevole Lussu per dichiarare se intende mantenere o meno il suo ordine del giorno.

LUSSU. Prevedendo che l'onorevole Ministro degli esteri avrebbe con ogni probabilità fatto riferimento alle cose da me dette, per rispondere ad esse in modo che io mi permetto di definire arbitrario, ho presentato un ordine del giorno per avere la possibilità di dire brevissimamente poche cose.

PRESIDENTE. Onorevole Lussu, lei ha solo il diritto di dire se, non essendo soddisfatto, mantiene l'ordine del giorno.

LUSSU. Mi permetta, ho anche il diritto, adesso che ho presentato un ordine del giorno, di dire perchè io voto il mio ordine del giorno.

PRESIDENTE. Non ha diritto di dire perchè lo vota, ma di dichiarare se lo mantiene.

LUSSU. Io domando la parola per dichiarazione di voto e mi appello al Regolamento. (*Proteste dal centro e da destra*).

PRESIDENTE. Onorevole Lussu, lei sa, che per prassi, quando è stato presentato un ordine del giorno ed è stato svolto, colui che lo ha presentato non ha il diritto di fare una dichiarazione di voto per dire i motivi, già espressi svolgendolo, per cui è favorevole al suo ordine del giorno. Potrebbe dire, tutt'al più, a fine di discussione, i motivi per cui eventualmente ha cambiato opinione. Ella ha viceversa il diritto di dire se vuole mantenere il suo ordine del giorno.

SANNA RANDACCIO. Domando di parlare per mozione d'ordine.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

SANNA RANDACCIO. Non ho assolutamente intenzione di interrompere l'onorevole Lussu, ma voglio chiedere se la votazione su questo ordine del giorno è la votazione definitiva sulla discussione politica che abbiamo svolta, o se, dopo aver votato questo ordine del giorno, rimane da fare la votazione sul bilancio, nel suo significato politico.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno del senatore Lussu non approva il bilancio, in quanto non approva la politica del Ministro che lo ha presentato.

SANNA RANDACCIO. Allora questo ordine del giorno impegna la votazione politica. Dopo questo chiarimento, chiedo scusa all'onorevole Lussu di averlo interrotto.

PRESIDENTE. Chi approva l'ordine del giorno del senatore Lussu non approva la politica estera del Governo. Ma ciò non esclude che si voti anche sui capitoli e sugli articoli del bilancio.

DE LUCA. Ma il voto politico è in ogni caso emesso.

LUCIFERO. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Su che cosa?

LUCIFERO. Onorevole Presidente, io domando di parlare sulla spiegazione che lei ha dato del significato di questo ordine del giorno.

PRESIDENTE. Lei può chiedere la parola per richiamo al Regolamento, ma sulla spiegazione del significato dell'ordine del giorno credo che non ci sia niente da dire, dal momento che tale spiegazione è conforme alla volontà di chi l'ordine del giorno ha presentato.

LUCIFERO. Ma noi non sappiamo come votare.

PRESIDENTE. Se l'ordine del giorno Lussu è approvato, il Senato non approva la politica estera dell'onorevole Sforza: e viceversa.

LUSSU. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

LUSSU. Mi permetta, signor Presidente, lei mi insegna che in tutti i casi durante questa discussione avrei avuto diritto di parlare, perchè bastava che chiedessi la parola per fatto personale, poichè l'onorevole Ministro ha fatto riferimento a me cinque o sei volte. (*Commenti dal centro e da destra*).

Onorevoli colleghi, mi dispiace molto, ma starò a lungo qui se voi non vi calmate e sostituite la serenità e il buon senso a tanta eccitazione ingiustificata. Poichè voi avete la maggioranza, di che vi preoccupate ?

PRESIDENTE. Onorevole Lussu, mi perdoni; è una questione di Regolamento. Non è che io voglia toglierle la parola, e la prego di accogliere questo mio richiamo, riconoscendone la fondatezza. Lei ha presentato un ordine del giorno, ha parlato lungamente sull'ordine del giorno, ed ora mi deve dire se lo mantiene o meno, ma non lo può svolgere perchè sarebbe un *bis in idem.*

LUSSU. Ho presentato l'ordine del giorno prima della fine della discussione generale, dopo aver parlato. Peraltro (lei comprende che differenza esiste in questo) siccome chiedo la votazione su questo ordine del giorno ed io preparo la domanda di appello nominale immediatamente (e prego d'altronde i colleghi di sostenere la mia richiesta con l'alzata di mano), ho diritto di parlare per dichiarazione di voto. In ogni caso il Regolamento non mi può impedire di parlare; quindi, in un modo o nell'altro io parlerò. Parlerò, se voi permettete; e se non permettete voi, il Regolamento lo permette, per cui parlo lo stesso.

PRESIDENTE. Onorevole Lussu, la prego di considerare che io non posso accettare queste sue dichiarazioni, e non parlerà se io non lo permetterò.

LUSSU. Signor Presidente, intendevo dire che il Regolamento mi permette di parlare.

PRESIDENTE. Ella non può parlare per dichiarare che è favorevole al suo ordine del giorno, a titolo personale, essendone il presentatore che lo ha svolto. Ella – secondo il Regolamento – può solamente parlare nel caso che rappresenti un Gruppo, avendo diritto di fare in tale qualità una dichiarazione di voto: quindi potrebbe parlare, non a titolo personale, bensì in rappresentanza del proprio Gruppo.

LUSSU. Come vede, signor Presidente, perdiamo del tempo. È chiaro infatti che non intendo parlare a titolo personale. Bensì, dopo aver parlato nella discussione generale a nome del mio Gruppo, dichiaro che, se prenderò la parola in sede di dichiarazione di voto, la prenderò a nome del Gruppo, dopo essermi accordato con i dirigenti del Gruppo stesso.

PRESIDENTE. E così resta inteso. Metto in votazione l'ordine del giorno Lussu, svolto in sede di discussione generale, che è così formulato: « Il Senato non approva la politica estera del Governo ».

Domando al senatore Lussu se intende ancora presentare la richiesta di votazione per appello nominale.

LUSSU. Non la presentiamo: chiedo però di parlare a nome del mio Gruppo per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

LUSSU. Brevissimamente. Prima avevo fatto rilevare all'onorevole Ministro degli esteri, che mentre si agitava, nei giorni della Conferenza, qui in Italia il problema di Trieste, mentre dalla Conferenza di Londra è venuto il suggerimento ed è venuta la pressione, presso i rappresentanti del Governo italiano, perchè vi fosse una ripresa di trattative dirette tra Italia e Jugoslavia, non è venuta inveve la conferma di quell'impegno tripartito del marzo. L'onorevole Ministro degli esteri ha risposto oggi, ma non ha risposto alle obiezioni che io facevo e cioè che mai, durante la Conferenza, è stata fatta una dichiarazione pubblica dagli Alleati su questo problema. Oggi il Ministro ci ha detto che, riservatamente, gli Alleati hanno riconfermato l'impegno. Riservatamente, non pubblicamente. Dimodochè se oggi si rende pubblica la dichiarazione del Ministro, come avverrà, è una dichiarazione nostra italiana, unilaterale, non è la dichiarazione solenne dei tre, quale si attendevano quelli che del Patto Atlantico sono i sostenitori e dai tre attendono la soluzione di Trieste. D'altronde il Ministro avant'ieri mi ha fatto osservare che il Presidente Truman aveva riconfermato l'impegno con il suo messaggio al Congresso; ma io ho smentito questa notizia perchè infatti essa non risponde a verità. Questo impegno infatti si riferisce all'anno 1949, di cui la relazione del Presidente al Congresso non è che una forma di bilancio consuntivo. Impegno dunque del 1949, ma non del 1950, e tanto meno del maggio 1950.

Secondo. Ha detto l'onorevole Ministro: è falso che l'Italia non abbia avuto pressioni da tutte le parti perchè entrasse nel Patto Atlantico. Sta di fatto che tutte le notizie ufficiali e ufficiose che noi abbiamo stanno a dimostrare che l'America e l'Inghilterra non

volevano in alcun modo che l'Italia entrasse nel Patto Atlantico. L'entrata al Patto la dobbiamo principalmente alla Francia. Io pregherei l'onorevole Ministro di volerci dare un libro bianco su questo problema, inserendovi tutti i precedenti e le conversazioni preliminari che hanno portato l'Italia al Patto Atlantico.

Terzo. Io ho fatto delle domande precise e reiterate sul *trust* del carbone e dell'acciaio e sul parere ottimistico espresso dall'onorevole Sforza al ministro Schuman. Su questo io non ho avuto alcuna risposta. Il problema è stato eluso, e io lo ponevo per sapere fino a qual punto l'economia nazionale, dopo tutto il resto, fosse implicata in questa faccenda assai nera, ancora più nera del carbone.

Quarto. L'armamento della Germania. Ma io ho fatto delle domande precise, preoccupato come è il Gruppo parlamentare del partito socialista italiano su questo problema. Si è parlato a Londra dell'armamento della Germania o non se ne è parlato? Tutto sta ad indicare che se ne è parlato. Il Ministro non ne ha parlato affatto neppure per dire che non se ne era parlato.

Neutralità. L'onorevole Sforza si è rivolto più volte a me ed ha detto che in Francia tutti quelli che sono per la neutralità sono petainisti. Conosciamo la Francia in parecchi qui, e non solo il Ministro degli esteri la conosce. Ebbene questa spiegazione del Ministro Sforza non risponde alla realtà della situazione francese. È invece vero che in Francia molti elementi, molti strati sociali, molte correnti politiche non petainiste, non fasciste, ma antifasciste, sono per la neutralità. D'altronde è risaputo che lo stesso De Gaulle è stato ed è favorevole alla federazione europea, la quale federazione europea è precisamente una forma complementare e un sostegno del Patto Atlantico. Pertanto non è esatto quello che ha detto il Ministro degli esteri. In altre occasioni, io ho citato il pensiero di Denis de Rougemont, di Emmanuel Mounier e degli scrittori della rivista « Esprit » su questo problema. Essi avevano un parere ben chiaro e non erano petainisti ma anti-petainisti, non fascisti, ma antifascisti, ed aggiungo, a vostro conforto, cattolici, professanti e militanti.

La tesi della neutralità era la tesi iniziale, la prima tesi: è la tesi di partenza dei grandi teorici del federalismo europeo, i quali sostenevano che sarebbe stata inconcepibile una federazione europea se non basata sulla neutralità europea. Questo è il concetto su cui nessuno può dare una risposta negativa, perchè dimostrerebbe di ignorare come è sorto, come si è sviluppato il federalismo europeo in questi ultimi anni.

Tutto quanto ha detto l'onorevole Sforza non è esatto. Esiste inoltre una corrente neutralista persino nei Paesi scandinavi; non solo nella Svezia, ma in Norvegia e in Danimarca. Esiste un po' dovunque e tutti ne siamo al corrente.

Mi permetta l'onorevole Sforza di dire che tutte le sue affermazioni sulla neutralità hanno molto scarsa importanza, ed ha scarsa importanza l'affermazione che la neutralità non la desidera neppure la Russia, la quale invece reclamerebbe dagli Stati posizioni nette o di amicizia o di inimicizia.

Ella, onorevole Ministro, ci ha letto gli articoli apparsi sui giornali sovietici sull'India e sugli altri Paesi. Io li ignoro. Comunque, ella è troppo diplomatico per ignorare che un giornale è una cosa e che la voce dei dirigenti ufficialmente responsabili è un'altra. Tante volte noi stessi leggiamo qui in Italia articoli su « Il Popolo » e su « La Voce Repubblicana » che sono giornali governativi, e si potrebbe, quindi, pensare che si tratti della voce ufficiale del Governo. Ma nessuno di noi può seriamente pensare una cosa simile, perchè la politica estera del Governo, nei grandi problemi, la esprimono i rappresentanti ufficiali del Governo, e non i giornali per quanta autorità ed ufficialità essi possano avere.

Allora, mi permetta, onorevole Sforza, quando ella afferma come ha affermato – in un volo lirico che io comprendo non ben controllato poichè le parole non erano scritte – che quelli che desiderano la neutralità in Italia desiderano la sconfitta dell'Italia, io mi permetto di dirle, con tutto il rispetto che le dobbiamo, con tutta la devozione per il suo passato, per la sua autorità, che lei non poteva affermare una cosa grave di tale importanza con tanta leggerezza. Non è la sconfitta dell'Italia, onorevole Sforza, che anima molti di noi ad una politica dello Stato italiano neutrale, qualunque sia il pensiero dei cittadini sulla Russia o sul-

l'America; non è il desiderio di sconfitta, ma è il desiderio di vedere uscire questa nostra politica da una condizione miserevole di servilismo che non ha nome ! (*Vivissimi applausi dalla sinistra*).

SANNA RANDACCIO. Domando di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

SANNA RANDACCIO. Onorevole Presidente, onorevoli colleghi. Ieri ho pronunziato un discorso che l' « Unità » ha definito un discorso così duro che non pensava avrei potuto pronunziarlo; eppure l'ho pronunziato, perchè il desiderio del mio Partito e mio era di precisare ben chiari dei punti ai quali doveva essere data una risposta altrettanto chiara ed inequivocabile.

Se la votazione fosse avvenuta sul passaggio agli articoli, noi con tutta probabilità ci saremmo astenuti: non avremmo potuto votare contro perchè è leale riconoscere che a molte delle nostre domande l'onorevole Ministro ha dato una franca risposta. Noi avochiamo a nostro orgoglio di avere indotto l'onorevole Ministro degli esteri a ribadire con estrema energia taluni punti che era bene porre in luce senza possibilità di equivoci.

Prendiamo atto infatti che per il problema di Trieste la soluzione fissata nella dichiarazione tripartita è per il Governo italiano un punto fermo, che non consente trattative.

Abbiamo anche udito che, se è auspicabile, ce lo auguriamo tutti, che si intessano trattative dirette politiche ed economiche con la Jugoslavia, pregiudiziale a queste trattative è la riapertura della Zona B e la cessazione del trattamento usato ai nostri fratelli. L'avere ottenuto questo sacro impegno, perchè noi lo consideriamo ormai un sacro impegno del Governo, è cosa che naturalmente ci pone nella condizione di non poter votare contro, anche perchè abbiamo udito che alla Conferenza di Londra non si è parlato di guerra, ma si è parlato di pace. Noi, oppositori costituzionali, non possiamo fare al Ministro degli esteri del nostro Paese l'offesa di dubitare delle sue informazioni; le sue parole sono consacrate negli atti parlamentari, avallate dalla presenza del Capo del Governo; se fossero menzogne, *quod Deus avertat*, la responsabilità non sarebbe nostra ! Alle domande da noi poste e dettate non da spirito fazioso ma da onesta visione del momento politico, noi abbiamo avuto delle risposte che non consentirebbero di votare contro, mentre non avremmo votato in favore perchè ieri abbiamo pur posto in evidenza che la situazione tragica determinata dallo schieramento politico è tale che i partiti che, pur costituzionali, non sono però al Governo non possono essere chiamati a condividere in pieno la responsabilità della politica estera. Ma la votazione (e ciò, me lo consenta l'amico Lussu, non è stato molto avveduto ai fini che si propone lo schieramento di cui fa parte) avviene invece su un ordine del giorno che ci impone di votare no, senza esitazioni. L'ordine del giorno Lussu dice: « Il Senato non approva la politica estera del Governo ». Ma la politica estera del Governo è stata anche quella che ci ha inserito nel Patto Atlantico che noi abbiamo approvato consapevoli in linea di massima degli ulteriori sviluppi. Noi quindi abbiamo chiarito, e avremmo potuto anche astenercene, come avremmo votato se l'ordine del giorno posto in votazione non fosse stato equivoco: sull'ordine del giorno Lussu noi votiamo no ! (*Applausi*).

LUCIFERO. Domando di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

LUCIFERO. Devo riconoscere che l'onorevole Sanna Randaccio ha perfettamente ragione quando dice che l'onorevole Lussu ci ha messi in un serio imbarazzo. Infatti io, che un'ora fa ho detto le ragioni della mia ferma opposizione al modo con il quale il Governo conduce la nostra politica estera, mi trovo adesso costretto a chiarire il mio voto perchè, per l'impostazione che a questo voto ha dato l'onorevole Lussu, se votassi in silenzio voterei contro quello che ho detto prima.

Io voterò a favore dell'ordine del giorno del senatore Lussu . . .

SANNA RANDACCIO. Non è dunque una questione di partito onorevole Sforza; noi votiamo no, lui vota sì. (*Applausi dal centro*).

LUCIFERO. Io voto sì per una ragione: che l'equivoco apparente che l'onorevole Lussu ha creato e che non ci è stato consentito di chiarire in altra sede, per me non esiste. Quando si trattò di approvare le grandi linee della politica estera italiana, adesione al Patto Atlantico, adesione al mondo occidentale, io ho

votato e parlato a favore. Quindi è chiaro che su queste linee, come oggi ho confermato, io sono d'accordo. Il mio voto di oggi non può che riferirsi al modo con il quale il Governo esegue la politica che io ho approvato, la politica che il Parlamento gli ha dato incarico di seguire. Il mio voto non si riferisce a quelle direttive che il Parlamento ha dato e che il Governo ha l'obbligo di seguire, ma al modo con il quale il Governo segue le direttive che dal Parlamento ha avuto.

TONELLO. Domando di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

TONELLO. A nome del Partito socialista unitario al quale appartengo dichiaro che noi ci asterremo dalla votazione per evidenti ragioni: noi non siamo responsabili nè del Patto Atlantico nè della mancata adesione a questo degli altri partiti. Ci asteniamo anche perchè non intendiamo, nella nostra opposizione a questo Governo, di metterci a fianco di quelli che hanno delle buone ragioni, come Partito, per esporre il loro pensiero, che noi non condividiamo. Diciamolo francamente: io in questo momento vedo schierati due totalitarismi in lotta: il totalitarismo cristiano, clericale (*proteste dal centro*) e quello comunista.

Noi socialisti tradizionalisti siamo nella nostra linea di condotta, nella pura linea di condotta socialista democratica.

Il Presidente del Consiglio ha lanciato i suoi fulmini contro il nostro neutralismo; io parlai quasi sempre nel mio ultimo discorso del neutralismo. Ebbene, per conto mio vi dichiaro che sono orgoglioso di questa convinzione. Io sono contro voi, (*rivolto al centro*) che siete dei guerrafondai (*rumori e commenti dal centro*), come sono contro costoro (*rivolto all'estrema sinistra*), che forse sognano una grande conflagrazione nel mondo che porti la loro bandiera su tutti i fronti. Noi, socialisti unitari, lanciamo il vecchio grido: guerra al regno della guerra! E per questo siamo contrari a tutti voi di destra e di sinistra. (*Commenti da tutti i settori*).

CINGOLANI. Domando di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CINGOLANI. Onorevoli colleghi, il nostro gruppo voterà contro l'ordine del giorno dell'onorevole Lussu, ma voterà contro non per un partito preso; debbo anzi dichiarare che personalmente non mi è piacevole votare contro un uomo che parla sempre spinto da un entusiasmo ardente e talvolta drastico; ma votiamo contro perchè riteniamo che la politica estera del Governo sia conseguente alla prima impostazione della nostra politica estera, quando, usciti fuori dal baratro, risorgemmo a nuova vita di libertà e di dignità nazionale. C'è una linea logica che, dai primi Ministeri, dai comitati di liberazione nazionale, e poi ai Ministeri, espressione di parlamenti liberamente eletti, ha portato prima al Piano Marshall, poi al Patto Atlantico e alle concretizzazioni del Patto Atlantico, e poi alle odierne concretizzazioni delle conversazioni di Londra.

Dichiaro anche che voto contro l'ordine del giorno dell'onorevole Lussu e quindi a favore della politica estera del Governo anche per la riaffermazione, che è stata fatta, della intangibilità della dichiarazione del 20 marzo, poichè riteniamo che l'unica soluzione che giovi alla pace interna e internazionale sia quella di riunire alla Madre Patria i propri figli della Zona A e della Zona B, di quello cioè che è stato il fallito Stato libero di Trieste. Noi crediamo che così votando, e sostenendo questa nostra politica estera, lavoriamo per la pace e per l'idea sostenuta dall'onorevole Bergmann nel suo ordine del giorno di enorme importanza, ma che forse è sfuggito alla attenzione dei colleghi; crediamo di lavorare così per la pace e crediamo che, lavorando anche per l'unità europea, prepariamo non soltanto la pace per il nostro continente ma la pace del mondo. In tal modo il nostro voto è un voto cosciente e pieno di senso di responsabilità (*Vivi applausi dal centro*).

PRESIDENTE. È iscritto a parlare per dichiarazione di voto il senatore Negarville.

Ne ha facoltà.

NEGARVILLE. Noi voteremo l'ordine del giorno Lussu, perchè questo ordine del giorno, nella sua brevità, caratterizza la politica del Governo italiano, e ne esprime la condanna. Voteremo questa condanna precisando che noi non siamo turbati soltanto dal momento conclusivo della politica estera del Governo. Le fasi che caretterizzano tale politica: Piano Mar-

shall (adesione dell'Italia al Piano Marshall); Patto di Bruxelles (simpatia per il Patto di Bruxelles); blocco occidentale (simpatia per il blocco occidentale); Patto Atlantico (adesione al Patto Atlantico); e, per ultimo, le conseguenze militari, politiche ed economiche del Patto Atlantico che vengono precisate dalla Conferenza di Londra, rappresentano per noi lo sviluppo logico di una impostazione politica che ha compromesso le sorti del Paese e che ha portato l'Italia tra le forze che lavorano per lo scatenamento di un'altra guerra mondiale.

Per questo, la nostra condanna dell'azione politica di questo Governo, è una condanna meditata, che si fonda sullo sviluppo degli avvenimenti e che è alimentata dalle drammatiche prospettive di cui abbiamo consapevolezza e di cui riteniamo abbia consapevolezza la maggioranza del popolo italiano.

In questo momento ciò che è per noi interessante non è tanto il voto dei gruppi di questa Assemblea, quanto piuttosto lo stato d'animo del Paese. Del gruppo liberale, per esempio, ciò che ha importanza non è la dichiarazione di voto del senatore Sanna Randaccio, ma l'intervento che lo stesso onorevole Sanna Randaccio ha fatto ieri, intervento che è in contraddizione con il voto che egli sta per esprimere questa sera.

Il senatore Sanna Randaccio ricordava ieri la posizione sua e del suo partito in sostegno del Patto Atlantico. In questo punto siamo profondamente divisi ed io ritengo che c'è in noi una maggiore coerenza dal giorno della discussione dal Patto Atlantico ad oggi. Tuttavia mi paiono assai importanti le dichiarazioni di Sanna Randaccio. Egli dice, in sostanza: quando ci avete chiesto di firmare il Patto Atlantico, ci avete promesso che il nostro Paese si sarebbe inserito nel consesso delle Nazioni, a parità di condizioni. Oggi, soprattutto dopo la conferenza di Londra, è evidente per tutti che questa parità di condizioni non esiste. Questa la posizione che Sanna Randaccio ha sostenuto ieri. Stasera, dopo le dichiarazioni del conte Sforza, il collega Sanna Randaccio ritiene che la parità di condizioni esiste. Io ammiros la ua benevolenza. Ammiro cioè la sua possibilità di tornare a credere quello che gli era stato detto al momento in cui gli era stato chiesto il voto per il Patto Atlantico. Il senatore Sanna Randaccio ha meditato per circa un anno, alla luce dei fatti, sulla politica estera del Governo ed è giunto alla conclusione negativa di ieri; questa sera si è viste distrutte le sue meditazioni e la sua condanna alla politica del Governo dal discorso conclusivo del conte Sforza.

Comunque, quello che a noi interessa non è, vi ripeto, la dichiarazione di voto, ma il processo di spostamento dell'onorevole Sanna Randaccio quale si è manifestato ieri, processo di spostamento che è oggi la caratteristica di molti gruppi della società italiana. Nel discorso di ieri, non nel voto di oggi, vi sono tutti gli argomenti che dimostrano come le preoccupazioni dell'onorevole Sanna Randaccio siano fondate.

MAGRÌ. Che c'entra questo con la dichiarazione di voto ?

NEGARVILLE. Lei è libero di uscire: io non ho mai sentito nessun suo discorso e non voglio costringerla a sentire lo svolgimento della mia dichiarazione di voto.

Noi riteniamo che questo processo di spostamento, che indica il maturarsi di profonde preoccupazioni in milioni di italiani, sulle quali è troppo facile sorridere – direi che è perfino inconsciente – è un processo che va favorito.

Ma chi di voi non sente dal discorso dell'onorevole Sforza che a Londra si è parlato di guerra e non si è parlato di pace ?

SFORZA, *Ministro degli affari esteri*. Mai, mai !

NEGARVILLE. Ma volete essere ingenui fino a questo punto ? Chi di voi non sente il dramma che può conseguire dalle decisioni di Londra ?

Voi volete negare la tragica realtà dei fatti; chiudete gli occhi a tale realtà, soprattutto in questa Aula, soltanto in questa Aula, ritengo, perchè quando andate fuori di qui e osservate e parlate con la povera gente, con la gente semplice che non è addestrata alle astuzie diplomatiche avete anche voi il turbamento nell'animo. Questo è quello che conta. (*Interruzione dalla destra e dal centro*).

Noi lottiamo per la pace, egregi colleghi, lo diciamo apertamente . . . (*interruzioni, proteste dal centro e da destra*). Voi avete coperto i muri di Roma questa mattina con dei manifesti, perchè in Italia si inizia un plebiscito

contro la bomba atomica, manifesti che sono un appello all'odio, mentre noi chiamiamo gli italiani ad unirsi per la pace. (*Vivi applausi dalla sinistra, proteste dal centro e da destra*). Quello che conta, onorevoli colleghi, è che questo anelito di pace prova che il popolo italiano è deciso a non fare altre guerre ed indica, al tempo stesso, la maturazione di una crisi propizia anche in coloro che erano molto lontani da noi quando noi indicavamo nel Patto Atlantico uno strumento di guerra. Tutto ciò coincide con gli interessi del nostro Paese, e favorisce la causa della pace nel mondo. Bisogna aiutare il ritmo con cui questo processo si compie, e bisogna aiutarlo condannando tutto ciò che dai responsabili della politica italiana viene fatto per la guerra. In questo senso noi neghiamo il nostro consenso alla politica estera del Governo. Noi, mi conceda il collega Tonello, non gridiamo guerrafondai agli uomini del Governo per poi astenerci dal voto. Noi riteniamo che obiettivamente, con o senza la totale consapevolezza di tutti, certo con la consapevolezza dei dirigenti della politica italiana, questa politica estera ci porta alla guerra. In nome della pace noi voteremo contro questa politica. (*Vivi applausi dalla sinistra*).

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare l'onorevole Labriola per dichiarazione di voto.

LABRIOLA. Signor Presidente, onorevoli colleghi, tutte le volte in questa Aula, come nell'altra della Costituente, venne in discussione la nostra politica estera, sia che si trattasse del Piano Marshall, e poi più tardi del Patto Atlantico, in tutte queste occasioni ho votato costantemente contro il Governo. Mi rendo conto della situazione personale del conte Sforza, di cui riconosco le qualità diplomatiche, mi rendo conto di questo, ma rimango fedele al mio voto.

Non credo alla guerra, a differenza di tutti i nostri colleghi di sinistra e di estrema sinistra, anzi nelle condizioni attuali è essa per me assolutamente impossibile; molti e molti anni dovranno passare prima che una condizione precisa e categorica di guerra si presenti al nostro Paese come al nostro continente ed agli altri. Ma questo ha una semplice importanza storica; quello che ha veramente importanza è, nel momento attuale, la linea politica che segue il Governo. Secondo me la sua politica estera consiste nell'asservire il nostro Paese alle Potenze anglo-sassoni, quindi è una politica la quale, per nessun verso, e per nessuna ragione, può essere accettata dal popolo italiano.

Molti colleghi di questa Assemblea hanno esposto le loro opinioni, le quali concludevano che il popolo italiano non ha interesse in una simile politica; questa è appunto la mia opinione. Quando vennero in discussione le interpellanze dell'onorevole Orlando e la mia, ebbi tutto il tempo e l'estensione necessaria per dire perchè io non reputo utile che il nostro Paese asserva la propria politica a quella degli anglo-sassoni. Oggi non avrei che da ripetere quello che dissi nella circostanza precedente; non essendo mai stato favorevole alla politica generale del Governo, più particolarmente alla sua politica estera, non posso esserlo neanche in questa circostanza.

Io d'altra parte reputo che la politica estera è il punto terminale, il momento di sbocco di ogni politica, interna o finanziaria che sia; il passare sotto silenzio ciò che si fa in occasione della politica estera sarebbe un gravissimo danno. Davanti ad un'Assemblea che ha già con ogni larghezza discusso questo problema, non ho che da esporre un semplice voto che esprimo con parole nette. voterò contro il Governo e perciò a favore dell'ordine del giorno dell'onorevole Lussu. (*Applausi*).

PRESIDENTE. Pongo in votazione l'ordine del giorno Lussu di cui è già stata data lettura. Chi lo approva è pregato di alzarsi.

(*Non è approvato*).

Se non si fanno altre osservazioni passiamo ora all'esame dei capitoli del bilancio.

(*Senza discussione si approvano i capitoli, i riassunti per titoli e categorie ed i relativi allegati*).

Rileggo ora gli articoli del disegno di legge:

Art. 1.

Il Governo è autorizzato a far pagare le spese ordinarie e straordinarie del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario dal 1° luglio 1950 al 30 giugno 1951, in confor-

mità dello stato di previsione annesso alla presente legge.

(È approvato).

Art. 2.

I capitoli a favore dei quali possono effettuarsi prelevamenti dal fondo a disposizione, di cui all'articolo 8 del regio decreto-legge 29 dicembre 1932. n. 1713, convertito nella legge 3 aprile 1933, n. 319, sono stabiliti per l'esercizio finanziario 1950-51, come dall'elenco annesso alla presente legge.

(È approvato).

Art. 3.

Sono autorizzate, per l'esercizio finanziario 1950-51, le seguenti spese:

1) lire 101.000.000 quale quota dovuta dall'Italia alla Organizzazione educativa, scientifica e culturale delle Nazioni Unite (U.N.E.S.C.O.);

2) lire 20.000.000 per l'invio dei delegati italiani alle riunioni dell'Organizzazione educativa, scientifica e culturale delle Nazioni Unite (U.N.E.S.C.O.) ed altre eventuali inerenti alla nostra partecipazione all'Organizzazione stessa;

3) lire 70.000.000 per riparazioni straordinarie dei danni agli edifici demaniali ad uso di sedi diplomatiche e consolari all'estero;

4) lire 20.000.000 per riparazioni straordintarie dei danni agli edifici demaniali ad uso delle scuole italiane all'estero e per lavori di completamento ed adattamento agli stabili medesimi;

5) lire 15.000.000 per riparazioni straordinarie dei danni agli edifici demaniali ad uso delle collettività italiane all'estero.

6) lire 18.300.000 per la Delegazione italiana per la cooperazione economica europea in Roma.

(È approvato).

Pongo in votazione il disegno di legge nel suo complesso. Chi lo approva è pregato di alzarsi.

(*È approvato*).

Trasmissione di disegno di legge.

PRESIDENTE. Comunico al Senato che il Presidente del Consiglio dei Ministri ha trasmesso il disegno di legge concernente l'ordinamento monetario del territorio della Somalia sotto amministrazione italiana (1058).

Questo disegno di legge seguirà il corso stabilito dal Regolamento.

Per la discussione di una interpellanza.

PRESIDENTE. Rendo noto all'onorevole Bubbio qui presente, che c'è un'interpellanza del senatore Menotti al Ministro dell'interno, per la quale l'onorevole interpellante chiede che sia fissato il giorno della discussione.

BUBBIO, *Sottosegretario di Stato per l'interno.* Il Ministro fisserà il giorno della discussione dell'interpellanza non appena sarà stato approvato il bilancio del Ministero dell'interno.

Annunzio di interpellanza.

PRESIDENTE. Comunico al Senato che alla Presidenza è pervenuta la seguente interpellanza:

Al Presidente del Consiglio dei Ministri ed ai Ministri delle finanze e tesoro, per sapere:

1) quali provvedimenti intendano prendere per impedire che il Banco di Napoli, istituto di diritto pubblico sottoposto al controllo governativo, continui ad impiegare il denaro dei risparmiatori per mettere a disposizione del Partito democratico cristiano vari quotidiani, tra i quali il « Mattino » fatto risorgere e la cui direzione è stata affidata ad un fascista di ieri e di oggi;

2) per sapere se le azioni della società proprietaria ed editrice del quotidiano « Il Gazzettino », passate misteriosamente nel 1935 dal conte Volpi ad altri proprietari, sono state rivendicate dal Ministero delle finanze, come parte della proprietà confiscata ad un ex gerarca fascista e ad ogni modo se se ne è tenuto conto nel concordato tra il Ministero delle finanze e gli interessati (231).

PASTORE, REALE EUGENIO.

Annuncio di interrogazioni.

PRESIDENTE. Prego il senatore segretario di dar lettura delle interrogazioni pervenute alla Presidenza.

LEPORE, *segretario:*

Al Presidente del Consiglio dei Ministri, per sapere per quali ragioni non è stato denunziato all'Autorità giudiziaria l'ex funzionario addetto alla Presidenza del Consiglio, signor Evangelisti, il quale ha abusato della sua posizione per indurre il vice Questore Angotta a convocare e ad interrogare con evidenti scopi intimidatori, un suo accusatore;

per sapere quali provvedimenti sono stati presi contro il vice Questore Angotta il quale, in tale caso, ha abusato della sua qualità di funzionario di polizia (1243).

PASTORE.

Al Ministro della pubblica istruzione, per conoscere il criterio seguito nel fissare il numero delle abilitazioni alla libera docenza con l'ordinanza del 29 aprile ultimo scorso; in modo speciale per conoscere le ragioni che hanno indotto a prevedere 12 abilitazioni in patologia speciale medica, 12 abilitazioni in patologia speciale chirurgica, 8 in clinica delle malattie nervose ed 8 in tisiologia, mentre è preveduta una sola abilitazione in statistica, una sola in istituzioni di diritto pubblico ed una sola in sociologia.

L'interrogazione si fa anche allo scopo di mettere in evidenza la disparità dei titoli scientifici che si esigono per il conferimento delle abilitazioni nelle scienze mediche in confronto di quelli che si esigono per le scienze giuridiche e sociali e per attirare l'attenzione dell'onorevole Ministro sulla opportunità di incoraggiare in una Repubblica fondata sul lavoro gli studiosi di statistica, di sociologia e di diritto pubblico, di storia del lavoro e di « organica dello Stato » (1244).

SACCO.

PRESIDENTE. Domani, seduta pubblica alle ore 9,30, col seguente ordine del giorno:

I. Interrogazioni.

II. Svolgimento delle seguenti interpellanze:

MASTINO (OGGIANO). - *Al Presidente del Consiglio dei Ministri.* — Sui criteri ai quali è informato l'atteggiamento del Governo nei riguardi della Regione sarda, in relazione particolarmente all'impugnativa della legge regionale n. 3 del 3 novembre 1949 ed alla elaborazione dello Statuto regionale.

Per conoscere inoltre il pensiero del Governo sulla paralisi determinata — per i conflitti già insorti e che possono ancora insorgere tra Governo centrale e Regione — nel regolare funzionamento dell'attività di quest'ultima, dalla inesistenza della Corte costituzionale (172).

LUSSU. - *Al Presidente del Consiglio dei Ministri.* — Sui rapporti fra il Governo e il Consiglio regionale per la Sardegna, apparendo evidente che l'attuale condotta del Governo falsa la Costituzione della Repubblica (173).

BOSCO (CASO). - *Al Ministro della difesa.* — Per conoscere i motivi per i quali non è stato ancora posto in atto il formale impegno del Governo di riportare l'Accademia aeronautica a Caserta e di iniziare i corsi entro il 1949 (191).

PISCITELLI (FUSCO). - *Ai Ministri della difesa e del tesoro.* — Per sapere dal primo se ritenga tollerabile che un alto ufficiale dell'aeronautica si occupi della ricerca di un'area per la costruzione di un nuovo edificio quale sede dell'Accademia, quando il Governo ha più volte assicurato l'uno e l'altro ramo del Parlamento che esso tornerà nella reggia di Caserta.

Per sapere dal secondo se sia eventualmente disposto a concedere i milardi che sarebbero necessari per costruire un edificio che abbia le dimensioni maestose della reggia di Caserta dove per decenni l'Accademia educò migliaia di meravigliosi piloti, che poi furono esempio di eroismo (223).

PERSICO (FUSCO) - *Al Ministro della difesa* — Per sapere per quali ragioni si vadano ricercando suoli e si progettino edifici da costruire con enorme dispendio, invece di provvedere alle piccole spese necessarie perchè l'Accademia aeronautica possa tornare al più presto nella sua storica e splendida sede di Caserta, dove fu creata, dove si sviluppò e visse nobilmente dando alla Patria una schiera eroica di aviatori, che ha segnato nella nostra storia pagine luminose di eroismo e di sacrificio (224).

La seduta è tolta (ore 21).

Dott. CARLO DE ALBERTI
Direttore dell'Ufficio dei Resoconti